

FIN DE PARTIE

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON



FIN DE PARTIE

SOMMAIRE

Fin de partie	page 7
Un dilemme imposé	page 8
Du Redshift au Blueshift	page 10
L'anticommunisme, terreau du populisme	page 11
À la soupe aux voix frontistes !	page 12
Mal traiter les contradictions au sein du peuple	page 14
Le Postmodernisme contre le Communisme	page 17
Nous payons cher.	page 20
Quelles perspectives ?	page 22

FIN DE PARTIE

L'élection présidentielle a amené au pouvoir Emmanuel Macron, l'agent parfait de la bourgeoisie. Son élection est conforme aux désirs actuels de ce corps social : une plus grande liberté d'exploiter, un recul des contraintes posées par le code du travail, une intégration plus poussée dans les échanges de la mondialisation et dans l'Union Européenne, tout en poursuivant les guerres impérialistes. D'autant qu'Emmanuel Macron a promis : ses réformes du code du travail seront passées par voie d'ordonnance dès cet été. Une thérapie de choc, en somme, laquelle joue sur « l'état de grâce », cette période d'anesthésie qui suit l'élection présidentielle, pour court-circuiter une opposition désordonnée et affaiblie.

Lors de la constitution de son gouvernement, le nouveau président a dévoilé ses cartes en nommant un premier ministre *Les Républicains*, Edouard Philippe. La suite, annoncée le 17 mai, illustre la nature du pouvoir que le leader d'*En Marche !* veut constituer :

- **D'autres membres des Républicains** tels que Bruno Le Maire, envoyé à l'économie ;
- **Plusieurs membres de l'aile droite du Parti Socialiste** (Jean-Yves Le Drian qui conseilla Macron sur les questions de défense ; Gérard Collomb, le maire cumularde de Lyon, nommé à l'intérieur) ;
- **Des centristes** comme François Bayrou nommé garde des sceaux ; Sylvie Goulard, députée européenne, rédactrice d'un rapport sur la nécessité de privatiser les CROUS et sur le remplacement des bourses par des prêts bancaires) ;
- **Ses alliés personnels**, comme Richard Ferrand et Agnès Buzin ;
- **Un écologiste opportuniste**, Nicolas Hulot.

Les promesses d'un ministère « plein et entier » dédié au droit des femmes, celle d'une application de la parité — non seulement en nombre, mais en position — ne sont pas tenues. Aucun ministère stratégique n'est laissé à la direction d'une femme. Depuis 25 ans, cette année, aucune femme n'a occupé le poste de premier ministre. La composition du gouvernement est un kaléidoscope dont le centre de gravité n'est pas particulièrement marqué à gauche. Le plan de *En Marche !* est certainement de provoquer des implosions au sein des partis limitrophes. Ainsi, Eric Ciotti qualifiait la cooptation de certains membres des *Républicains* de « gifle » plus que de « main tendue ». A noter la présence de membres de la « société civile ». En l'occurrence Muriel Penicaud, dont il est nécessaire de citer le parcours, rapporté ici par RTL :

« Cette femme de 62 ans n'appartient pas à un quelconque parti politique et devra faire ses preuves au ministère du Travail. Un monde qu'elle connaît particulièrement bien en ayant travaillé dans de nombreuses entreprises privées mais aussi publiques comme Danone, Dassault Systèmes, Orange ainsi que par la SNCF. Avant sa nomination, Muriel Penicaud était la patronne de l'agence publique Business France, chargée de la politique de promotion de la France et des entreprises tricolores auprès des investisseurs étrangers ».

Son poste ? Ministre du travail. *Ite missa est*. Déception pour ceux et celles qui avaient entrevu l'espoir que l'élu se souviendrait des voix qu'ils et elles avaient apportées, dans le but de faire barrage à l'extrême-droite. Jeu de dupes que l'*Unité Communiste de Lyon* avait dénoncé. Macron n'est pas un ignare en termes de tactique. Il n'a pas omis que son élection est le fruit d'un contexte particulier. Seulement, dans sa perception de la situation, le centre de gravité politique se trouve, désormais, entre lui et Marine Le Pen. Position confortable que celle-ci,

puisqu'elle l'adosse à un « mur républicain », lui permettant de mener une politique droitière tout en se parant des ors de la défense de la démocratie. Peu de menaces constituées ont résisté à l'onde de choc de l'élection.

La configuration de l'élection législative le démontre amplement. *Les Républicains*, coincés, tiraillés par les forces de marée, ne sont pas en mesure de ravir l'hégémonie de *En Marche !* Comment se démarquer d'une force politique qui applique le programme rêvé ? Difficile. Seule l'avidité terrible, la soif de places, de fauteuils, d'argent public justifie l'existence de cette formation. A gauche, le *Parti Socialiste*, bien que déclaré cliniquement mort par de nombreux observateurs, n'est, en réalité, pas fini. Ses relais, ses réseaux, ses associations liées, lui permettent de résister au reflux. Exemple illustratif, l'UNEF s'est empressée de se présenter comme la principale force d'opposition syndicale étudiante. Le PCF et la France Insoumise sont en conflit. Après une campagne ayant donné un succès électoral respectable, les deux s'entre-déchirent.

Comment pourrait-il en être autrement ? L'un est le miroir de l'autre. Le PCF dispose des élus, de l'implantation, des postes, des sièges, des places-fortes. Ce sont ses lignes Maginot, ses garanties de survie. Or, cette garantie ne se maintient que grâce à des accords électoraux avec leur suzerain : le *Parti Socialiste*. Sans ceux-ci, le PC serait, à terme, balayé. D'un point de vue d'influence politique, en revanche, il est inaudible. Inaudible car incapable de se démarquer politiquement, d'être autre chose qu'une force politique de second rang, dépendante uniquement de ses alliances. Le PCF pertinemment qu'il a beaucoup à perdre. Même son « opposition interne » en a une conscience aiguë, et ne prendra aucun risque. L'argent public, les contributions des élus, forment la majeure partie des ses ressources financières, et aucune faction du PCF n'est prête à les perdre. Ce n'est donc pas pour demain qu'une ligne classe contre classe apparaîtra, au mépris de la possession des mairies et des circonscriptions. Inverse complet, la FI, dirigée par Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard et Alexis Corbière, quant à elle, a tout à gagner. Tout à gagner et des appétits conséquents. En effet, sa pérennité passe par le fait de pouvoir conquérir des positions, de disposer d'élus, de pouvoir poursuivre une dynamique au delà des présidentielles. Problème : cette formation se base sur la même niche électorale que le PCF ou que le PS « frondeur ». D'où des conflits entre les deux forces : Le PCF veut s'approprier l'image de la FI et de son dynamisme, la FI, à l'inverse, veut ses bastions. Cela s'est traduit dans les faits par l'usage de l'image de Jean-Luc Mélenchon sur des affiches et des flyers, du logo de la France Insoumise, par des candidats n'étant pas soutenus par le chef suprême. De l'autre, le parachutage du leader à Marseille créa des émois. En 2012, il avait cherché une bataille des chefs entre Marine Le Pen et son humble personne, en 2017, nettement refroidi, il se positionne simplement pour une place au chaud. L'opportunisme se manifeste de toute part, se maquillant d'idéologie.

Toujours est-il que la rupture est consommée. Dans le fond, la bataille ne peut se jouer qu'à l'extérieur. Que hors des salons, que dans la lutte, dans la confrontation politique, syndicale, sociale avec une bourgeoisie pourrissante. Pourtant, là également, l'onde de choc a laissé des séquelles. Les épaves sombrant ont entraîné dans leur sillage nombre de militants et de militantes « bien intentionnés ». Les génies de l'arithmétique politique ont œuvré : adouber Macron comme protection contre Le Pen. Si l'*Unité Communiste de Lyon* serait bien en peine de reprocher à des individus ce choix, elle condamne l'opportunisme politique de certaines formations, lesquelles se sont couchés devant l'épouvantail lepéniste. Quelle consistance politique peut ressortir du fait d'appeler à voter pour *En Marche !* au second tour — voire au premier — pour ensuite appeler à descendre dans la rue ? Aucune. En tenant ce discours

inaudible, inconséquent, brouillé et brouillon, ces organisations ont déversé un poison paralysant dans les oreilles de ceux et celles qui leur prêtaient attention. Pire encore sont ceux qui se sont placés en recul, n'ont tenu aucune ligne, ont pris des positions libérales. Effrayés par le clapotis des remous de surface de la politique, ils ont replié leur drapeau, ont détourné le regard, et n'ont pas apporté la moindre contribution à l'avancée politique des masses.

En voyant la menace fasciste partout, en se croyant à chaque instant au bord du précipice, ces organisations se sont livrées pieds et poings liés à la démocratie bourgeoise. La bourgeoisie, à l'heure actuelle, n'a nul besoin du fascisme pour balayer les contestations, pour balayer les oppositions. Malgré 25% d'abstention, la démocratie bourgeoise n'est pas enrayée et reste un système valable aux yeux des bourgeois et des bourgeoises. S'intéresser au résultat est un des aspects du travail militant. Être capable de comprendre la trajectoire qui amène à cette situation en est un autre, qui mérite d'être creusé.

UN DILEMME IMPOSÉ

Si les résultats de cette élection étaient prévisibles, ils n'en ont pas moins suscité quelques sueurs froides. Notamment le fait que la finale se soit déroulée entre la ligne libérale et la ligne chauvine / protectionniste. Marine Le Pen contre Emmanuel Macron fut un duel perçu comme le match du fascisme contre la démocratie. C'est une exagération quelque peu abusive de la situation. Cependant, elle soulève quelque chose d'important, c'est le fait que ce dilemme fut la seule chose que les urnes eurent à proposer. Cette confrontation, pourtant, n'est pas tombée comme un coup de tonnerre dans un ciel sans nuage.

Preuve en est la très faible réaction — quasi inexistante à certains endroits — à l'annonce du résultat. Contrairement à 2002, pas de scène de choc, de stupeur, peu de manifestations spontanées, peu d'appels à sortir, peu de récits présentant la chose comme une fin du monde. Un désarroi, un dégoût — certes — mais nullement un engouement, un élan pour un front républicain devant défendre la République contre une hypothétique percée fasciste. La raison en est simple : cette configuration était attendue, prévisible. Elle n'est pas le résultat d'un blitz du FN, mais clôture un long processus, entamé depuis des années. 24% pour Emmanuel Macron ; 21% pour Marine Le Pen au premier tour, 66.06% au second, contre 33.94 %, avec 25% d'abstention — un record.

Une élection atypique, laquelle a porté des candidats en rupture par rapport à la tendance au bipartisme. Par ailleurs, cette campagne permet d'assister à l'essoufflement des partis traditionnels. Ceux-ci ne semblent pas avoir les faveurs des électeurs. Ils évoquent, chacun dans leur style particulier, les trahisons, les mensonges, les déceptions. Ils évoquent un concept passé de mode, archaïque, nébuleux. Une « mode » apparaît, celle du « mouvement ». Ainsi, *En Marche !*, la France Bleue Marine, la France Insoumise, ne sont pas des partis. Ils sont des organisations ad hoc, des mouvements, censés, dans l'imaginaire des électeurs, casser les clivages traditionnels, briser les oppositions. Surtout, ils apparaissent comme quelque chose de transparent, de clair. Comme découlant de l'autorité d'un chef, d'un dirigeant, entouré de son équipe. Ils sont à l'image de cette histoire de France romancée, cette histoire-bataille faite de grands hommes et de grandes femmes, faite d'actes d'héroïsme sous l'action d'un leader, d'un général — d'un maréchal pour certains. Elle nie le rôle des masses, le rôle des forces sociales, le rôle de l'idéologie.

Cette conception basée sur un pouvoir incarné, sur le fait de placer la confiance dans un leader plus que dans une conception politique, est — par essence — une illustration de l'influence réactionnaire. Marine Le Pen ; Emmanuel Macron ; Jean-Luc Mélenchon étaient suivis par des individus qui tenaient un discours contradictoire avec les positions de leur dirigeant, mais qui projetaient sur eux leurs propres désirs, leurs propres fantasmes. Il suffit de débattre avec les fanatiques de Mélenchon pour s'en convaincre : sur la question de l'impérialisme français, le tribun s'est toujours montré d'un chauvinisme assumé. Sur les rapports internationaux, il place la France en dominion de l'Allemagne et des USA. Pourtant, nombre de ses soutiens restent persuadés de son internationalisme, de son fond « rouge », et refusent d'accepter la réalité. L'entretien du flou devient un point de ralliement, le fait de donner des principes généraux dans lesquels chacun peut voir ce qu'il veut voir. Au final, comme sur la question de la colonisation pour la FI, le chef ne tranche pas tout, mais chacun peut se revendiquer de sa pensée. Cela permet de tenir des positions contradictoires sans pourtant, en apparence, perdre en cohérence.

En somme, il s'agit d'une victoire du modèle d'organisation gaulliste. A l'inverse, chez les organisations communiste, la ligne de démarcation est un point fondamental, les débats se tranchent, parfois d'ailleurs avec une ardeur qui confine à la précipitation. Non pas par goût du totalitarisme, mais car la cohérence, l'unité d'action, l'unité de volonté, est la base du mouvement révolutionnaire. En revanche, quand l'objectif est de ratisser large, le flou peut dominer sans le moindre soucis. Et cela, pour Macron, a fonctionné à merveille. L'aventure en solo, tentée par Lecanuet, Rocard et d'autres, est, aujourd'hui, la première à être couronnée de succès. Une anomalie dans un système considéré comme favorisant grandement le bipartisme et la stabilité. De même, la place dans la « niche écologique » de la droite traditionnelle est prise par Marine Le Pen. Emmanuel Macron a manœuvré particulièrement habilement, en apparaissant comme une alternative crédible, comme un centre de gravité permettant aux rats, quittant les navires-fantômes, de le rejoindre.

Portant la synthèse entre les positions opportunistes de la ligne Hollande et celles des libéraux, ce coup de poker s'est montré payant. Macron illustre à la perfection la conception gaulliste des organisations : un candidat, un front constitué de manière tactique, peu de programme. L'essentiel est l'arrivée au pouvoir, le reste se négocie par la suite. Il est possible, dans une certaine mesure, de trouver une analogie dans les tactiques militaires employées par le passé. Le leader de *En Marche !* serait, ainsi, un émule de Heinz Guderian et de ses divisions de Panzers, fracturant le front fixe de ses adversaires, coupant leurs voies de communication, s'infiltrant, contournant... A aucun moment il ne cherche l'anéantissement frontal de ses adversaires, mais uniquement à les encercler, à les forcer à la reddition. Même contre plus fort que soi, cette tactique peut s'avérer payante. Dans sa lutte contre deux forces massives, *Les Républicains* et le PS, il est vrai que le nouveau venu a bénéficié d'augures favorables : un Fillion hors jeu et un PS décati. Cependant, rendons à César ce qui revient à César, son esprit tactique fut à la hauteur du challenge.

A l'inverse, la lente montée en pression du *Front National* évoque celle d'un général de la Première Guerre mondiale. Elle correspond à une avancée effectuée face à une défense extrêmement puissante, qui balaie ses tentatives de gains territoriaux. Le FN envoie ses hordes réactionnaires à l'assaut et gagne peu. Mais ce que cette organisation gagne, elle le garde solidement. Son électorat est, en effet, fidèle. Ce ne sont pas les appels d'un Mélenchon qui lui feront changer d'avis. Ainsi, cette organisation, tranchée après tranchée, gagne peu à peu

un espace qui demeure le sien. Dans les débats, ironie des ironies, sa méthode devient un Stalingrad fasciste. Une artillerie faite de rumeurs, de fake news, d'« infaux » ; des débats dans la boue de son idéologie réactionnaire, dans une rhétorique fallacieuse digne d'un combat de rue oratoire. Le FN frappe et laisse des séquelles. Même lorsque la vérité éclate, il reste, dans l'esprit du public, les stigmates de l'attaque. Maîtres du chaos, les fascistes cherchent systématiquement à masquer leurs lignes. Attaques sur la gauche, attaques sur la droite... Tout est permis tant que cela accroît l'influence de l'organisation, de ses relais, de son idéologie. Même si ses élus sont des champions de la corruption, même si leurs mairies sont des capharnaüms, le FN reste l'organisation capable de canaliser la colère, de canaliser les voix de nombreux sans-partis.

L'échec face à Macron, lors du débat du second tour, ne doit pas masquer la réalité : le fait que celui-ci ait eu lieu est déjà, en soi, une illustration de l'avancée de ses positions au sein de la société. Et ce, malgré que les « courtes jambes » du FN, son incapacité à développer une stratégie cohérente, aient offert les lauriers de la victoire à Emmanuel Macron. Surtout, au fur et à mesure de son matraquage, celui-ci a réussi un tour de force impressionnant : il s'est placé au centre du débat idéologique. Ce sont désormais ses mots d'ordres qui dictent la position des autres organisations, sa vision du monde qui prend une place hégémonique. Cette incapacité à triompher de son adversaire est une défaite tactique, mais ne remet pas en cause le fait que le *Front National* devienne un acteur de l'opposition. De marginal, le *Front National* est devenu un point de bascule dans le débat. Les positions des organisations politiques tendent, de plus en plus, à se prendre relativement à la position du FN. Ses thèmes de campagne : la question des immigrés, la question de la domination par l'Europe, la question de la sécurité, sont devenus les enjeux centraux des débats.

Ce succès n'est nullement celui d'une étoile filante, mais tout ceci est bel et bien le fruit d'un long processus. De nombreuses forces ont été les acteurs de cette progression, y compris — tristesse — dans le camp des progressistes. La bourgeoisie ne dépend pas des fascistes, à l'heure actuelle, pour assurer sa sauvegarde. Cependant une opposition formée par le FN est un bénéfice faramineux. Elle forme une contre-assurance idéale. La bourgeoisie n'a pas besoin, par ailleurs, du FN pour instaurer un régime caporalisé et durci. Comme nous le mentionnons dans notre analyse du débat du second tour : « Il n'existe pas de muraille de Chine, ni de dispositions légales protectrices, qui peuvent intégralement prémunir contre un passage de la démocratie bourgeoise à un système de type fasciste. Si certains esprits mécanistes considèrent que Le Pen est directement égale à « fascisme » et, à l'inverse, que Macron est directement et immuablement égal à « démocratie », politiquement ceci est une fausseté. Les facultés de résilience de la société civile peuvent tout à fait entraver les tentatives de Le Pen d'appliquer son programme à la lettre, tandis qu'elles peuvent être neutralisée par le centrisme apparent de Macron.

Dans une situation difficile ou critique, un centriste peut très bien recevoir l'ordre d'appliquer un régime caporalisé. N'oublions pas que les fossoyeurs de la révolution Spartakiste d'Allemagne, que ceux qui tentèrent d'étrangler la révolution bolchevik, portaient l'un et l'autre la Rose du socialisme, étaient tout deux des gens « de gauche », progressistes et démocrates ». Toujours est-il que, à l'heure actuelle, Emmanuel Macron, le plus jeune président de la République, est le héraut parfait de la bourgeoisie. Mais cet adoubement est, là aussi, le fruit d'un long trajet. Le choix de la bourgeoisie Entre 1991 — chute de l'URSS — et aujourd'hui, des étapes ont été franchies. La période d'enthousiasme magnifié, de sentiment de victoire pour la bourgeoisie et pour la démocratie bourgeoise, a duré un temps. Les diverses bourgeoisies des pays dominantes ont

tiré un grand profit du vide qui venait de s'ouvrir. Elles ont également commencé à tâter le terrain des droits sociaux, dans l'espoir de rogner sur les concessions qui lui avaient été arrachées à la sortie de la guerre. A ce moment, la bourgeoisie cherchait à accroître son taux de profit, à accroître l'exploitation et ses bénéfices. Elle s'offrait, à elle-même, de somptueux cadeaux. Ses attaques étaient la manifestation d'un appétit dévorant, d'une rapacité sans bornes.

En 2008, la crise des subprimes est venue clôturer durablement cet optimisme. Elle met la bourgeoisie de l'État français en difficulté. Celle-ci ne se bat plus tant pour accroître son taux de profit, elle se bat pour maintenir ses positions, pour ne pas glisser et déraiser. Elle se montre agressive tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de ses frontières. En somme, elle a durci le ton, plus seulement par amour des rentes avantageuses, mais avec un soupçon d'effroi. Des questions se posent sur ce qu'aurait été l'agenda de la bourgeoisie si cette crise n'avait pas eu lieu. Il est probable que des offensives auraient été menées, mais à un rythme moins effréné. Le président d'alors, Nicolas Sarkozy, s'est montré un bien piètre agent de son conseil d'administration. Il a bataillé pour ses commanditaires, nous ne saurions lui retirer cela, mais sur une base difficile. Le *Parti Socialiste* et les forces progressistes ont opposé une vive résistance. Que les motifs soient opportunistes, électoralistes ou non, le résultat est là : l'action de la bourgeoisie s'est retrouvée entravée. Quoi de mieux que, en 2012, de neutraliser cette opposition : en appuyant la candidature de François Hollande, la bourgeoisie opérait une manœuvre intelligente. Pari risqué, pour certains, mais pari gagné. En cinq ans, le président « socialiste » a œuvré avec un zèle fantastique pour les intérêts de la bourgeoisie française, pour son impérialisme, contre les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. La difficulté résultante de cette position est qu'une alternance devenait complexe. Le PS s'est gravement affaibli dans cette opération, s'est grandement empêtré.

La droite reste marquée par les affres de ce qu'elle a fait subir. Seule solution, opérer un renversement tactique, jouer la carte non plus de l'affrontement droite-gauche, mais d'une ligne de démarcation passant entre la démocratie et le fascisme. De fait, le centre de gravité du débat politique a quitté la jonction entre la gauche et la droite. Elle est passée entre le « bloc Macron » et le « bloc patriote ». La figure rassembleuse de Macron, en butte à la figure répulsive de Le Pen, sert donc cet objectif : anesthésier l'opposition, la museler, et rassembler autour d'un faux dilemme : démocratie libérale ou fascisme protectionniste. La question qui se pose, cependant, est celle de l'évolution à l'issue d'un mandat qui va entraîner une paupérisation accrue, une colère sociale profonde et puissante, et dans laquelle l'alternance ne sera pas une possibilité directe. Ou le rassembleur jouera la carte de la réaction et de la coercition, ou il cédera sa place à quelqu'un capable de le faire. Le *Front National* n'est pas mécaniquement l'issue idéale de la bourgeoisie. Mieux vaut une union nationale pour les intérêts sacrés de la patrie que quelqu'un portant le clivage. Cependant, cette organisation est une carte maîtresse dans les mains d'une bourgeoisie sans scrupules.

Le FN est un jouet de longue date. Ce n'est pas la première fois qu'il est utilisé comme moyen de pression ou de division. Sa parole a été, de ce fait, adoubée comme faisant partie de l'échiquier politique. Elle l'a été pour plusieurs raisons. D'une part pour des raisons tactiques, comme sous François Mitterrand, pour permettre de créer une césure au sein de l'opposition, pour manœuvrer habilement et permettre de rester majoritaire. Le *Front National* a divisé la droite — principalement entre gaullistes et partisans de l'Algérie, formant deux blocs distincts, hostiles et opposés. Dans le même temps, l'hostilité viscérale d'une part de la population envers le FN

est un moyen de rassembler. Le *Parti Socialiste* s'est arrogé le contrôle absolu sur SOS Racisme, de Julien Dray et Harlem Désir, en faisant une docile courroie de transmission. Clamer la nécessité de voter utile pour ne pas faire le jeu du FN est — parfois — le dernier argument qui reste. Après des années de compromis, de soumissions évidente et éhontées aux intérêts de la bourgeoisie, aux intérêts des impérialistes et des rentiers de l'État Français, la social-démocratie et ses agents ont eu à avoir recours à ce subterfuge pour ne pas être simplement effacés. La seconde raison est celle de l'opportunisme politique, de la tendance au populisme, à la démagogie, au fait de chercher à rallier le plus à droite possible les électeurs, au lieu de combattre idéologiquement les positions fausses.

DU REDSHIFT AU BLUESHIFT.

Deux périodes se succèdent. La première s'ouvre avec la fin du Second Empire et se poursuit jusqu'à 1991. Elle est une période qu'il est possible de caractériser, en reprenant un terme d'optique, par une période de redshift ou de «décalage vers le rouge». Tout comme les ondes sonores, les ondes lumineuses subissent l'effet doppler. C'est ce qui fait qu'un objet qui s'éloigne ou qui s'approche voit — sensiblement ou non — sa luminosité changer et se décaler ou vers le rouge redshift, ou vers le bleu blueshift. C'est également, d'une manière qu'il est possible de constater dans la vie courante, le phénomène qui fait qu'un véhicule arrivant vers un observateur possède une sonorité plus aigüe que lorsqu'il s'en éloigne. Dans un sens, dans la période contemporaine, les idées progressistes ont, peu à peu, écrasé les idées réactionnaires, les conceptions rétrogrades.

Ainsi, à la fin Second Empire, les monarchistes et les bonapartistes étaient une force politique indéniable. Le Parti Radical, en revanche, apparaissait comme une organisation — d'où son nom — radicale. Sa place sur l'échiquier politique était ainsi nettement plus «à gauche» qu'aujourd'hui. Au fur et à mesure de l'avancée du développement socio-économique et de son impact sur les conceptions politiques, de nouvelles forces sont apparues à sa gauche, et celui-ci fut inexorablement poussé vers la droite. Des thématiques «extrémistes» [congrès payés, droit de vote des femmes...] se sont finalement imposées, progressivement, à la fois dans la société, à la fois au sein du discours de la large majorité des organisations politiques, comme une nouvelle norme. Hier, l'apocalypse était promise à celles et ceux qui accorderaient la journée de 10 h aux enfants. Désormais, parler du travail des enfants serait considéré comme une véritable folie. Ce redshift était le reflet, la conséquence directe, d'une lutte menée, idéologiquement, politiquement, culturellement, non seulement contre les positions arriérées et rétrogrades, mais bien contre les dogmes de la bourgeoisie. Même lorsque celles-ci ne remettaient pas en cause le capitalisme, l'impérialisme, ces luttes ont apporté des progrès indéniables dans l'amélioration des conditions de travail, dans l'amélioration des conditions de vie, dans la lutte contre la tendance à la paupérisation relative et absolue, laquelle est une des tendances inhérentes au capitalisme. Seulement, même si elles sont positives, ces victoires, tant qu'elles ne forment pas un coup fatal, restent temporaires. Tant que la lutte des classes n'est pas menée à son terme, les retours arrières sont possibles.

Tant que l'ennemi n'est pas réduit à néant, il peut se relever et combattre. Un regard sur l'expérience de l'URSS, de la Chine, de l'Albanie, permet de s'en convaincre. A partir des années 70, après l'irruption du choc pétrolier, la bourgeoisie raidit le ton. Elle le fait pour plusieurs raisons : d'une part la pression de la crise l'aiguillonne, la place sur la défensive. Elle craint pour

elle-même. Un autre facteur est le fait que la menace communiste est — en pratique — conjurée. Les déviations idéologiques du P.C.F. en font désormais un parti social-chauvin, un parti faisant corps avec la cause de l'impérialisme français, acheté, corrompu, vendu. Son alignement sur la ligne de Nikita Khrouchtchev, après 1956, a sonné l'heure de la liquidation de toute volonté révolutionnaire en son sein. D'autant que le PCF fut rarement un bon élève, dès 1947, déjà, Andreï Jdanov pointait du doigt le danger de sa compromission, danger qui s'est progressivement mué en réalité. Déjà marqué par des attermolements, par des oscillations, notamment sur la question algérienne, le PCF s'est confortablement aligné sur la position d'un Moscou révisionniste, lui permettant de justifier chacune de ses errances idéologiques. En 1975, le P.C.F. a accompli une première phase de sa mutation. Il est devenu une organisation social-démocrate, révisionniste, réformiste. Cette ligne chauvine légitime un discours réactionnaire, lui sert de marchepied, facilite la renaissance de l'extrême-droite. Les mots d'ordre tels que «produire français», tels que ce «patriotisme économique», ou encore la «question de l'immigration» évoquée par Georges Marchais.

Ainsi, pour citer sa lettre de 1981 au recteur de la Mosquée de Paris, il s'exprimait ainsi : *«Il faut résoudre d'importants problèmes posés dans la vie locale française par l'immigration [...] se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficiles leurs relations avec les Français. Quand la concentration devient très importante [...], la crise du logement s'aggrave ; les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles françaises ne peuvent y accéder. Les charges d'aide sociale nécessaire pour les familles immigrées plongées dans la misère deviennent insupportables pour les budgets des communes peuplées d'ouvriers et d'employés. L'enseignement est incapable de faire face...»*

Quant au grand frère soviétique, lui-même est en perte de vitesse. Léonid Brejnev, malgré sa restauration cosmétique de l'image de Staline, dirige une URSS de neige et de rouille. Une URSS dont le social-impérialisme — dénoncé par Hoxha et Mao — s'est déjà illustré dans la répression du printemps de Prague et s'incarne désormais dans l'invasion de l'Afghanistan. Dans les esprits les plus avisés du camp occidental, elle n'est quasiment plus qu'une gêne géopolitique, un camp rival, et n'est plus l'implacable ennemi idéologique d'avant, ce camp ennemi irréductible. Certains groupes fascistes se plaisent même — un comble — à la louer, faire l'apologie de sa résistance face à une «putréfaction de l'occident», la voyant comme une force culturellement conservatrice. La bourgeoisie comprend, elle aussi, la dialectique.

Ses kremlinologues devinent que l'URSS s'affaiblit, s'étiole. L'affaire Farewell lui en fournit la preuve matérielle. Cet agent double offrit sur un plateau à la DST un état des lieux de l'Union. Celui-ci est, pour l'occident, plus que réjouissant. L'Union Soviétique se meurt, dépend terriblement de son espionnage pour compenser son retard technique, elle croule sous les dettes, perd en influence idéologique et politique... L'arrivée de Gorbatchev est vue comme le chant du signe, mais les fruits pourrissaient auparavant. Le contre-choc pétrolier, Tchernobyl, l'achève. La Glasnost et la Perestroïka ouvrent le couvercle d'une marmite bouillante : l'URSS explose. Avec son affaiblissement et sa mort, vient l'agonie sans fin d'un PCF, lequel accroît sa vassalisation auprès du *Parti Socialiste*, se met à sa traîne, en devient le fidèle sujet, le laquais. Même l'intermède Mitterrandien, les nationalisations, organisées par

le *Parti Socialiste*, ne sont qu'un paravent. L'État fournit un parachute aux entreprises en difficulté, le temps que celle-ci se redressent, grâce aux deniers publics — donc en somme par une baisse du salaire réel des travailleurs de ces mêmes entreprises — jusqu'à ce qu'elles puissent être revendues ou restituées à leurs propriétaires. La fin de la Guerre Froide achève cet arc narratif. Dès lors, les concessions — vécues comme temporaires — de la part du patronat aux travailleurs et travailleuses, n'ont plus lieu d'être. Elles peuvent désormais être récupérées, et l'offensive libérale se met en œuvre.

Désormais, le blueshift, le décalage vers la droite, devient la nouvelle norme. Il n'existe plus de garde-fou, même révisionniste, pour entraver l'action d'une bourgeoisie triomphante. Réforme des retraites, allongement du temps de cotisation, du temps de travail, réduction des remboursements de la sécurité sociale, défiscalisation des heures supplémentaires... Ces thèmes ne sont plus l'apanage de la droite, ils deviennent désormais une ligne défendable pour les anciens sociaux-démocrates. Surtout, il s'agit du grand retour de la paupérisation relative et absolue, de plein fouet. Les travailleurs non seulement s'appauvrissent relativement à leur patrons, l'écart social se creusant toujours ; mais ils le sont également en terme de valeur absolue. Plus le temps passe, plus le salaire réel, plus le pouvoir d'achat diminue, plus les travailleurs et travailleuses sont misérables. Par rapport à leurs parents, la nouvelle génération connaît des difficultés plus grandes à trouver un emploi, occupe des postes moins rémunérés, en somme s'appauvrit. Cette misère, couplée à une poursuite, par la bourgeoisie — mais aussi par la « gauche radicale » — de l'offensive anticommuniste, ne peut conduire qu'au populisme et à un cul-de-sac politique.

L'ANTICOMMUNISME, TERREAU DU POPULISME.

« *Champagne* », s'exclamait Gérard Filoche en 1991, apprenant la dissolution de l'Union Soviétique. Ce trotskiste passé au PS, comme tant d'autre, est une illustration parfaite de l'hégémonie anticommuniste. Le XX^e siècle possède ce fil rouge, celui de l'opposition frontale entre les idées révolutionnaires et celles qui — consciemment ou non — étaient hostiles à la révolution socialiste. Par la critique de droite ou par la critique « de gauche », les voies vers le socialisme ont été consciencieusement barricadées. Elles l'ont été par une opposition frontale : le « vive le capitalisme » de la bourgeoisie, maquillé en « *vive la liberté [d'exploiter]* » et « *vive les droits de l'homme [du bourgeois]* » ; par une offensive de falsification, de mensonges éhontés contre les conceptions philosophiques, idéologiques, politiques, économiques du communisme ; par une campagne honteuse à travers les programmes scolaires, ne servant qu'à alimenter le faux parallèle entre Hitler et Staline...

Chaque fois qu'une voie, un créneau s'ouvre, les anti-communistes s'en sont saisis, avec, admettons-le, un talent rare. Comment blâmer la bourgeoisie de s'attaquer à son pire ennemi ? Impossible. Elle agit en fonction de ses intérêts. Elle mène une lutte pour sa survie, en tant que classe sociale, contre un adversaire qui désire en finir avec elle. Elle n'est pas seule. D'autres lui ont emboîté le pas. Les sociaux-démocrates, en premier lieu, lesquels, dès la fin du XIX^e siècle, ont révisé le marxisme, lui ont ôté toute idée de révolution, toute conception de la dictature du prolétariat. La social-démocratie se complait dans le respect des règles édictées par la bourgeoisie, d'un jeu truqué, encadré. Leurs héritiers ont poursuivi cette ligne, faite de concessions, de compromis. Lorsque les événements les ont conduit au pouvoir, les ont conduit à faire face aux communistes, ces laquais de la bourgeoisie n'ont pas

eu la main tremblante. La répression « de gauche » n'a rien à envier à celle organisée par l'extrême-droite. Le PCF, par sa transformation en parti réformiste, fut loin d'être en reste. Cette organisation est passée par les mêmes stades que la SFIO, que le SPD. La différence est que ces organisations ne se prétendent plus marxiste. Elles ne se réfèrent, désormais, plus aux classiques du socialisme scientifique, excepté de manière incantatoire, ponctuelle, opportuniste.

Le PCF, lui, se complait dans le fait de se réclamer d'un héritage politique. Se clamant toujours marxiste — parfois même léniniste ! — il n'en escamote pas moins, consciencieusement, chacun des aspects gênants, ou les scandent sans la moindre considération pour le contexte. Les prises de position des « authentiques marxistes » du PCF sont ainsi en complet décalage avec la réalité. Clamer des « *nationalisations démocratiques* », mot d'ordre du KKE ou du PCF de 1946, dans l'État français impérialiste, est un non-sens. Clamer que cet État est dominé par les USA, est manipulée par une UE germanique ou encore qu'elle est une pauvre courroie de transmission de l'OTAN, sont tout autant de mots d'ordre faux. Faux et dangereux, car sous-entendant que la ligne à tenir serait celle d'une libération nationale, d'une indépendance à conquérir. En somme, c'est faire le lit du chauvinisme et du nationalisme-impérialiste.

Reste la critique de « gauche », puriste, idéaliste, métaphysique, celle de ceux qui ont les mains immaculées, qui n'applaudissent que les chevaliers de la pureté révolutionnaire en armure étincelante. L'utilisation de cette « critique de gauche » par la bourgeoisie a une histoire sur laquelle il est intéressant de revenir brièvement. Pour la résumer, nous citons ici, en avant première, une brochure prochaine sur la dictature du prolétariat. « La bourgeoisie à l'intelligence de favoriser la « critique de gauche » du communisme. Ce communisme « pur », de « papier », qui n'aurait jamais été essayé. Par le passé, la ligne des bourgeois fut celle d'une critique « de droite ». Staline était, jusque dans les années 30, présenté comme l'héritier de Lénine, comme un communiste intégral, comme son fer de lance. Ce n'était pas Staline lui-même qui était visé par la bourgeoisie, mais le communisme. Les discours étaient donc axés autour d'argumentaires tels que « *le communisme cause la misère, il cause la souffrance...etc.* ».

Le problème de cette ligne était qu'elle n'ouvrait qu'un unique front d'attaque. Celle-ci ne permettait pas de détacher les ouvriers, la jeunesse, de leur sympathie pour l'URSS et pour son équipe de direction. L'opposition « de gauche » au sein de l'URSS, lorsqu'elle fut chassée, s'est très bien acquinée avec la bourgeoisie la plus réactionnaire. L'une et l'autre partageaient la même haine contre l'Union Soviétique, contre le léninisme. L'une et l'autre ont fait longuement cause commune, y compris à travers les alliances les plus répugnantes. Surtout, elle offrait un nouvel angle d'attaque : désormais, le communisme n'était — à part dans la presse la plus réactionnaire — plus vraiment l'ennemi, il était devenu une cause louable, mais trahie. Le trotskisme est devenu, rejoint en cela par l'anarchisme, une division de l'offensive contre le communisme, attaquant par la gauche tandis que les réactionnaires attaquaient par la droite. Lénine et Trotski, d'opposés, sont devenus les meilleurs amis du monde dans les romans de la bourgeoisie. Les léninistes furent rebaptisés « staliniens ». Par ailleurs, les révisionnistes firent de même avec le maoïsme.

Ces thèses se répandent toujours, s'aggravent même, les réformes des programmes scolaires présentant maintenant sur le même pied communisme et nazisme. L'extrême-gauche, les révisionnistes, la bourgeoisie et les fascistes applaudissent. Cette propagande donne naissance à d'intéressantes contorsions mentales. Nombre de militants et militantes des milieux alternatifs concèdent que la bourgeoisie use et abuse de propagande. Qu'elle déforme, mente et viole sa propre légalité, cela est une

vérité bien acceptée. En revanche, il est hautement intéressant de voir que les mensonges sur l'URSS — mais également les racontars sur la Corée du Nord, Cuba, ou d'autres que, pourtant, nous ne soutenons pas de manière positive — sont acceptés sans broncher. Dire « Makhno était un pogromiste » entraîne des hurlements sans fin ; clamer que Staline l'était n'entraîne que des hochements de contentement et d'acceptation.

Cette propagande entraîne un réflexe de rejet pavlovien, que la fainéantise intellectuelle et la difficulté de trouver des documents fiables viennent parfaire. Les citations fausses, sans la moindre source d'origine, sont légion ; tandis que les textes, les sources directes ne sont pas disponibles. Quant elles le sont, elles ne sont pas lues. Quant elles sont lues, leurs apports tombent, hélas, régulièrement entre les mains de fétichistes de l'idéologie, d'idolâtres, et non de militants qui l'utilisent comme apport ». Cette critique forme l'enclume sur laquelle la bourgeoisie prend appui pour tenter d'écraser l'idéologie révolutionnaire. Conceptions basées sur de simples survols, sur une analyse superficielle, infondée, alimentée par les ouvrages scolaires, par les journaux et articles de la bourgeoisie, par les mensonges trotskistes, elle est une force réelle, toujours à l'heure actuelle.

Le fait qu'elle n'ait jamais débouché sur quoique ce soit ne semble pas, outre mesure, décourager ses zéloteurs. Le fait qu'elle se marie régulièrement au réformisme non plus. Le fait qu'elle remette toujours à demain, à d'autres lieux, à d'autres moments, à d'autres conditions le démarrage de sa révolution, en revanche, contribue clairement à créer un découragement profond parmi les masses. La lutte contre l'idéologie révolutionnaire a été, nous devons l'admettre, couronnée de succès. La colère légitime des masses s'est détournée, par voie de conséquence, de cette voie. Or, cette colère, comme, le trop plein de pression d'un volcan, cherche spontanément des issues. L'insupportable accroissement de l'exploitation, l'insupportable injustice, ne peuvent que mener à des explosions de colère. Spontanément, les masses recherchent des moyens de juguler cette souffrance, de juguler cette exploitation criminelle. Incapables de pouvoir proposer quoique ce soit aux masses exploitées, hormis des châteaux en Espagne, des constructions de l'esprit, les croisés de l'antibolchevisme n'ont nullement capté ni l'attention, ni le soutien des masses. Bien au contraire, ces aventuriers des abysses de l'idéologie, ont contribué à détourner les masses des voies justes. Les promesses de Révolution mondiale, d'autogestion, de révolution sociale et libertaires sont belles.

Elles sont magnifiques, entourées de fleurs aux senteurs paradisiaques, à mille lieues de la guerre populaire. Mais elles ne sont que des songes. Dans l'immédiat, les tenants de ces lignes ne proposent guère d'autres choses que l'attente, l'inaction, le vote utile, le soutien critique aux ténors et aux tribuns. La terre promise d'un côté, le populisme et la colère de l'autre. Entre les promesses de changement immédiat, même réactionnaire, et les constructions de l'esprit, la rationalité fait pencher, bien souvent, plus pour le premier que pour le dernier. En attaquant le marxisme-léninisme, en attaquant la révolution socialiste, les réformistes, les révisionnistes, la gauche « radicale, » ont sapé la voie révolutionnaire.

A LA SOUPE AUX VOIX FRONTISTES!

Le bassin de drainage des voix frontistes s'est accru, les thèses défendues par le FN et l'extrême-droite ont commencé à former un vivier d'électeurs. En 1974, Jean-Marie Le Pen obtient 190 921 voix. En 1988 : 4 376 000 ; en 2002 : 4 807 000 ; 2012, après une décrue : 6 421 000. Lors de la dernière élection, 7 678 000. Cette quantité de voix attirera logiquement les convoitises. Mais, le FN restait, encore à l'époque, dans l'imaginaire collectif, le parti des antigauillistes, de la droite de Vichy, des collaborationnistes. Cela formait un véritable fossé le mettant à l'écart des autres organisations.

Si, en 1987, un chiraquien comme Michel Noir, à l'époque ministre, déclarait « *Mieux vaut perdre les élections que perdre son âme* » quant à d'éventuelles alliances avec le FN, il en est tout autre aujourd'hui. Charles Millon, en 1998, avait fait scandale en s'alliant avec le *Front National*. Scandale, certes, mais désormais, il existait un précédent auquel se référer. Le tabou était brisé. Bien qu'ostracisé, bien que mis au ban de l'échiquier politique, le FN n'a pourtant jamais cessé d'exercer une influence sur les thèses défendues par les autres organisations. L'irruption, au second tour le 21 avril 2002, du FN a été un choc, un soufflet pour la social-démocratie, battue, humiliée. Inversement, cette vitalité en termes d'électeurs a aiguë l'appétit d'opportunistes. Les électeurs FN sont passés de pestiférés à un groupe d'électeur dont il « *faut comprendre la colère* ». Seulement, en lieu et place de la compréhension, s'est glissé, en fraude, l'imitation de ce qui faisait le succès du *Front National*. Le combat idéologique s'est éclipse. Il s'est mué en un mouvement de retro-ingénierie des pratiques et des thèses. Le mode d'expression, le style populiste de Le Pen père, a été intégré par des tribuns, à l'image de Mélenchon.

Les idées, quant à elles, ont fait leur chemin, et pour capter les voix du front, les autres organisations les ont adoptées. Les positions sur l'immigration, sur une opposition entre la mondialisation et le protectionnisme se sont également faites un nid à gauche — à la place de l'internationalisme et du socialisme. Le sécuritaire, dont l'un des maîtres fut le ministre de l'intérieur de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, est devenu un sujet central des élections. Cette question s'est transmise, comme un héritage, dominant les débats publics jusqu'à Manuel Valls et Bernard Cazeneuve. La question de l'identité nationale, portée par l'ex-PS Eric Besson, a été un tremplin fantastique. Non seulement, cette fois, pour le *Front National*, mais bien pour l'ensemble de la sphère fasciste. Poser cette question, de la part des membres d'un gouvernement, revenait à envisager d'apporter une caution à une thèse toxique. La rhétorique de l'Identité Nationale était, ainsi, de considérer qu'il existait un fondement immatériel, mental, identitaire, dans le fait d'être « français ». A l'inverse, qu'il existait donc des « français de papiers », véritable citoyens de seconde zone. L'idée fit long feu et ne déboucha jamais sur un rendu réel, validé, cautionné.

Elle ne devait servir qu'à faire un effet d'annonce et ne pouvait obtenir le moindre aval scientifique. Le fait de faire tenir certains débats à Vichy a contribué à rendre intenable la situation. Comme dans l'art contemporain, la démarche compte plus que les résultats. Elle fut un adoubement pour le discours des Identitaires, dont la fondation était contemporaine de ces débats. Ces exemples sont illustratifs : au lieu de chercher à briser la rhétorique nationaliste, celle-ci s'est fait désirable, elle s'est faite réservoir qui était désirable de siphonner. Mais l'exemple le plus fascinant demeure sans conteste la question du rapport entre l'État français et l'international. La doxa traditionnelle était celle d'une gauche internationaliste, mettant en avant la solidarité entre les peuples, mettant en avant l'entraide et l'opposition à la guerre. Les thèses sociales-chauvines

ne datent pas d'hier, mais leur caractère hégémonique s'est fait, à chaque pas, plus fort. Ainsi, le fait de ne plus présenter l'État français comme une puissance impérialiste mais comme un dominion de Merkel, des USA, de l'UE ou de l'OTAN, était un mot d'ordre commun au FN comme à la FI. Dans l'ère du peuple, Jean-Luc Mélenchon décrivait les choses ainsi : « Dès lors, quel crève-cœur de voir la France rabougrie ! À cette heure notre République devrait se dresser de toute la hauteur de son peuple sur la scène du monde.

Elle ne devrait pas être enfermée dans la servile allégeance aux États-Unis d'Amérique et à leur dangereuse politique impériale. Elle ne devrait pas être cette pauvre chose ballottée par les événements, tenue en laisse par Mme Merkel ». Claire illustration de la position sociale-chauvine du tribun. De même, les idées socialistes ont disparu, pour être remplacées par des conceptions protectionnistes, par une défense d'un retour — illusoire — à un capitalisme pré-impérialiste. La défense du protectionnisme comme système de relations économiques internationales est un des points de convergence idéologiques entre le Pen et le P.C.F. / F.I. . Présenté comme la réponse à la mondialisation, au capital apatride, aux spéculateurs, cette mesure vise à protéger l'État Français de la concurrence internationale. Elle vise à replier l'impérialisme français sur un pré-carré, à baser ses rapports sur des accords bilatéraux, imposés par l'impérialisme français, négociés au rapport de force, entre pseudo-partenaires. Or, il ne peut exister de « partenaires » sous le capitalisme. Ce raisonnement s'oppose au libéralisme porté en avant par les partis du centre, lesquels sont dans une optique offensive, quant aux accords commerciaux, quant au partage du marché mondial.

Soyons honnêtes, en 2017, le libéralisme n'est qu'un mythe. La « concurrence libre et non faussée » n'a été qu'une phase minimale du capitalisme, une étape dans son Big Bang. Occupés, tous les marchés se repartagent par la guerre, la négociation, les coups de force. Il ne s'agit pas, ici, de promouvoir l'un contre l'autre, il s'agit de rappeler que les deux sont faux : l'un est un maintien dans une situation d'exploitation, dans une situation de rapports inégaux dans la division internationale du travail ; l'autre revient au même, mais sur un espace plus restreint et entouré de barbelés. Les communistes ne défendent ni le libéralisme, ni le protectionnisme, ils défendent le socialisme. Entre ceux qui applaudissent l'état actuel de l'économie et ceux qui veulent tordre l'histoire dans le sens du passé, il n'existe pas de choix juste, seulement deux impasses.

Dans l'esprit de la FI, dans les textes actuels du PCF tout comme dans les érucations de la famille Le Pen, la bourgeoisie n'existe pas. Les classes sociales n'existent plus. Il existe une « oligarchie financière », impalpable, intangible, probablement cosmopolite. Elle est l'ennemi désigné, elle est la cible des deux discours. Le capitalisme, l'exploitation patronale, les patrons et patronnes de l'État français, premiers bourreaux des classes populaires, sont niés. Tout au plus concède t'on que la finance est mauvaise, à l'inverse du capitalisme familial, paternaliste, du capitalisme Michelin, Schneider, patriote. Ce discours n'est pas seulement une impasse en terme d'analyse, il est dangereux. Il contribue à faire de l'ennemi de classe quelque chose qui flotte au dessus de la société comme un vautour. Il consiste à exciter la colère des masses pour la projeter dans des crevasses sans fond, dans des abysses dangereuses et toxiques. La perception de l'impérialisme français est partagée par les deux forces politiques qui occupent les ailes de l'échiquier : elle est celle d'une théorie des trois mondes renouvelée.

Le Monde des grandes puissances est celui des USA et de l'Allemagne / Union Européenne. Elles seraient les puissances dominantes, les ennemis de la France, qui, elle, est pétrie de valeurs universelles et bienveillantes. Ces superpuissances la dominant la France, l'écrasent, l'exploitent, comme le décrit

Mélenchon. Dans le Hareng de Bismarck, celui-ci présente nos voisins d'outre-Rhin comme des prussiens porteurs de casques à pointe, tenant en laisse un François Hollande soumis. Ce même Hollande que Mme Le Pen appelait « M. Merkel ».

Pour les communistes, l'Union Européenne est bel et bien ce que Lénine décrivait dans *du mot d'ordre des États-Unis d'Europe*, en 1915 : « Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les États-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente de capitalistes européens ... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, extrêmement lésés dans l'actuel partage des colonies, et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique, arriérée, laquelle déjà pourrit de vieillesse ».

L'UE est une alliance temporaire de ce type, entre un impérialisme français et un impérialisme allemand, entre autres, l'un et l'autre trouvant chacun leurs débouchés, leurs clientèles, leurs dessins. L'un et l'autre sont alliés et concurrents en même temps, bien que le second aspect reste secondaire — à l'heure actuelle. La rengaine de la domination de sert qu'à tromper les masses. Même chose en ce qui concerne des USA, bien que nettement plus imposants. Les obsessions évoquant la Guerre Froide, le rejet de l'OTAN, ne maquillent que fort mal les choses. Nous n'avons pas de bases US, pas d'occupation militaire étrangère sur le sol de l'État français. A l'inverse, ce sont plutôt les troupes de l'Armée de Terre qui ont une certaine tendance à s'inviter pour un séjour de longue durée chez d'autre Etats. Ce sont nos avions, frappés de la cocardes bleu-blanc-rouge, frappent nos cibles, dont l'attaque est dictée par l'agenda de notre impérialisme.

Dans la période récente, les USA, sous le mandat d'Obama, eurent même une certaine tendance à se placer à la traine des français, des israéliens ou des turcs, à les freiner, plus qu'à les exciter à la guerre. Les USA sont une puissance dominante, certes, mais de là à faire de l'État français une colonie ou dominion, c'est faire un triple saut périlleux en l'air. Pourtant, ceci forme le noyau dur des thèses au sein des ouvrages signés de la main de Mélenchon. Toujours dans l'ère du peuple : « La France n'est pas la petite nation « occidentale » qu'a fait d'elle François Hollande en s'intégrant servilement aux politiques de l'empire nord-américain ». Le deuxième monde de nos apprentis sorciers de la géopolitique est celui des puissances montantes. Pêle-mêle, ces idéologues y jettent la France, les BRICS, le Venezuela. Ce fourre-tout contient en somme tout ceux avec qui ils trouvent désirables de se lier. Mettre l'État français ; 6ème puissance mondiale, 4ème exportateur d'armes, grand impérialisme belliqueux, dans cette catégorie, c'est parvenir à faire un tour de passe-passe à rendre vert de jalousie les plus grands prestidigitateurs. Pourtant, le Pen et Mélenchon, comme d'autres avant eux, y parviennent. Leurs arguments ne sont pas du même son, ils sont mêmes antithétiques sur un grand nombre de points. Pourtant, ils appuient l'un comme l'autre l'impérialisme français, accompagnent sa volonté d'accroissement.

D'un côté le message universaliste, le message des lumières, promu par la France Insoumise. Il s'agit de ces pamphlets peignant la France comme un phare de civilisation, comme l'avant-garde de l'humanisme. De l'autre l'appel à la néo-croisade des fascistes, dans l'esprit desquels ces Etats représentent le rempart contre la décadence, représentent le bastion de la pureté, de la virilité, d'une Eglise renaissante. En somme, les fascistes rêvent d'un retour à la Sainte Alliance. Quoi de commun entre ces deux messages ? Rien en apparence tout, dans le

fond. Le discours de paix et d'amour de Jean-Luc Mélenchon n'est ni plus ni moins une copie conforme de celui des colonialistes de la III^e République. Ce sont dans ces discours que le tribun, par ailleurs, puise son inspiration. Dans l'ère du peuple, de nouveaux :

« Elle [La France] ne devrait pas vivre dans la gêne et sous le fouet d'une poignée de déclinistes payés pour la dé-moraliser et la faire douter d'elle. Au contraire elle devrait marcher aux avant-postes du nouvel âge de l'humanité qui se dessine sous nos yeux, être la cheville ouvrière d'une nouvelle alliance des peuples ».

Le message de paix et d'universalité de l'Empire français s'est traduit pas les massacres, les viols, les villages brûlés au napalm, les enfants pendus ou écrasés sous les chenilles des chars AMX. Ce message d'amour était à sens unique, tout comme l'est le capitalisme, tout comme l'est l'impérialisme. En ne remettant jamais en cause l'impérialisme français, en ne remettant jamais en cause le capitalisme, comment l'État français pourrait bien marcher aux avant-postes du nouvel âge de l'humanité qui se dessine sous nos yeux, être la cheville ouvrière d'une nouvelle alliance des peuples. Lorsque l'URSS fut proclamée championne de la liberté, ce fut le fruit de son action réelle, concrète, d'aide donnée aux peuples voulant se libérer, de positions prises sur les questions nationales ainsi que sur les questions coloniales. La destruction du capitalisme et de l'impérialisme ont été les points de départ de la possibilité de marcher aux avant-postes de la Liberté. In fine, qu'on choisisse l'un ou l'autre, les deux opposés trouvent leur compte : la France devient l'allié d'un nouvel axe impérialiste, avec lequel elle peut négocier un nouveau partage du monde. A son profit, ou plutôt celui de sa bourgeoisie, car cela forme le sens de « l'intérêt national ». Prôner l'affermissement de la place de la France dans le Monde ; célébrer ses possessions territoriales ; applaudir à l'agrandissement de sa Z.E.E. ; la vouloir — dans son costume impérial — à la tête d'un nouvel ordre mondial ; qu'est-ce sinon servir la soupe aux fascistes ? Qu'est-ce, sinon, en toute connaissance de cause, donner une légitimité, un vernis de « gauche » à une politique impérialiste, chauvine, nationaliste ?

MAL TRAITER LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE.

Les organisations progressistes ou se revendiquant de la révolution ont été — globalement — en situation de faillite politique au cours des dernières années. Les raisons sont multiples. Les organisations communistes ont été, d'une manière générale, faibles ou absentes. Le devant de la scène « radicale » demeure occupé par les organisations réformistes-radicales ou révisionnistes. Ce sont des raisons détaillées dans plusieurs autres brochures, telle que « les bases de l'opposition extra-parlementaire ». Mais d'une manière générale, l'ensemble des acteurs politiques révolutionnaires a fait preuve d'une faiblesse idéologique criante. Laquelle s'est ressentie dans tous les compartiments de la lutte, dans la stratégie comme dans la tactique. Les débats publics, sur la politique générale ou sur les sujets de société, se sont traduits par des échecs. Dans un certain nombre de cas, la bonne volonté s'est transmutée en contre-productivité. Les réformistes ont fait preuve d'un opportunisme virulent, charognard, illustrant le fait qu'ils sont prêt à tout pour gagner quelques places au chaud, quelque points dans les sondages. Le mariage pour tous, ainsi, fut ignominieusement utilisé par le *Parti Socialiste* comme une bataille de fixation, permettant d'opérer des réformes ailleurs. Les mé-

dias, les masses et les organisations politiques opposées à ces projets étaient occupés par ces diversions — progressistes certes, mais diversion, tout de même. Le PS a fait traîner les choses. Au lieu d'être une charge tambour battant, les longueurs, les langueurs, de l'avancée de cette loi ont permis à l'extrême-droite d'apparaître publiquement comme une force d'opposition. Cette victoire, la seule progressiste que le *Parti Socialiste* puisse mettre en avant durant ce quinquennat, fut une victoire à la Pyrrhus pour les forces progressistes. Elles en sont ressorties lessivées, affaiblies, comparé aux gains de l'extrême-droite. Ceci forme un exemple, particulièrement illustratif, mais relativement annexe comparativement à la grande bataille : la question de l'Islam et de l'immigration. Ce débat politique profond continue d'être un carnage. Ce terrain demeure le terrain de la victoire pour l'extrême-droite, pour ses conceptions. Il est un terrain de chasse pour tout ceux et celles qui veulent récupérer quelques voix.

L'accusation d'Islamo-gauchisme contre Benoît Hamon est une démonstration parfaite de ce qu'un opportuniste comme Manuel Valls peut employer comme armes. La question de l'Islam est une tactique : la loi condamne le racisme, mais elle ne condamne pas l'Islamophobie en tant que rejet de la religion musulmane. Le clamer demeure tout à fait légal. Le discours d'extrême droite s'est ainsi dirigé vers une association « Arabes = Islam », permettant de former un paravent légal. L'amalgame est parfait. Aujourd'hui, au sein de l'État français, « musulman » est devenu synonyme de « maghrébin ». Les « bougnoules » ne sont plus pourfendus publiquement — sauf exceptions rares — mais deviennent des Islamistes obscurantistes qu'il est nécessaire de chasser. Ce maquillage du racisme par la religion permet d'opérer certaines manœuvres impossibles auparavant.

Ainsi, de pourfendeurs de la laïcité, les fascistes en sont devenu les promoteurs les plus fanatiques. L'Islam doit quitter tout espace public, et, pour donner corps à la menace, les fascistes n'hésitent pas à fabriquer des fausses preuves. Inventer des minarets défigurant les paysages, créer des statistiques fausses, des faits divers déformés, jouer la carte de l'insinuation, du sous-entendu... Que l'extrême-droite défende, en revanche, les crèches publiques ou municipales, les symboles religieux de la chrétienté, est un paradoxe qui ne déstabilise pas un seul instant les réactionnaires. Lorsque confrontés, ces prestidigitateurs de la ligne politique invoquent alors les racines chrétiennes de la France et la sacro-sainte « liberté d'expression », bafouée par l'acculturation mondialiste, la loi Gayssot, ou d'autres excuses. D'une manière générale, une des caractéristique des idéologies réactionnaires est de ne jamais chercher la cohérence. Tour de force que de parvenir à se placer en défenseur de la République, de la laïcité et de la liberté d'expression. Les fascistes ne commettent plus, sauf dans leur intimité, ou lorsque leur vernis se fendille, à clamer des injures racistes. Dans leur communication, ils invoquent l'incompatibilité de l'Islam et de la République, de l'Occident, ils invoquent le choc des civilisations de Samuel Huntington, ils invoquent le fait que « chacun doit rester chez soi ».

Les attentats ont contribué à jeter de l'huile sur un brasier déjà ardent. La rhétorique de Daesh est le miroir de celle de l'extrême droite. Dans les œuvres de propagande de l'État Islamique, tout comme dans la théorie des fascistes, il n'existe pas de comptabilité entre l'Occident et l'Islam. L'un et l'autre s'excluent mutuellement et ne peuvent vivre ensemble. Les fascistes appellent donc à chasser les musulmans de l'Europe, Daesh appelle venir faire la Guerre Sainte au Levant et en Irak. Chaque pas vers une situation davantage brutalisée, davantage excluante, désirée et appelée par les fascistes, donne raison à Daesh. Chaque action de l'EI donne raison aux fascistes. Nul surprise, donc, que les alliés objectifs fascistes fournissent des

armes à ceux qui perpétuent des attentats. L'une et l'autre des parties en tire des bénéfices. Les vagues migratoires ont toujours suscité des débats de société. Elles ont toujours causé des heurts, plus ou moins violents en fonction des embellies économiques et des crises. L'immigration récente — depuis les années 1950 — ne forme absolument pas une situation différente. Elle ne présente aucune facette d'originalité, à ce sujet. Les polonais, par exemple, furent taxés de «trop Catholiques» pour s'intégrer, trop marginaux, trop « racialement différents ». «Macaronis» italiens ; bretons baragouinant, «portos» ou «spingouins» ont eu à faire les frais du racisme et de la discrimination.

Les proto-fascistes n'ont jamais eu intérêt à résoudre ces questions, ni les patrons, qui tirent bénéfice de la division des classes populaires. Inutile d'attendre de leur part un changement, une volonté de progrès. Les libéraux pourtant, généralement, sont plutôt hostiles aux thèses des ultra-réactionnaires. Leur fond idéologique, basé sur le darwinisme social, sur la méritocratie, se mêle mal aux accents raciaux des réactionnaires. Ils et elles apprécient de mettre en avant leur diversité, leur originalité, leur parcours atypiques, qui sont, à leurs yeux, tout autant de preuves que leur théorie marche. Mais, dans la pratique, cela les arrange toujours de trouver des zones de fracture dans les masses populaire, de faire une politique de «*terrorisme managérial*».

Les seuls et seules qui peuvent donner une issue positive à cette problématique sont les forces progressistes et révolutionnaires. Or dans l'ensemble, elles n'ont pas été à la hauteur. Pire, elles se sont fracassées sur une incapacité, en interne comme vis-à-vis du grand public, à produire une position correcte et convenable sur cette question comme sur d'autres. De nombreux militants honnêtes et sincères ont tenté de s'attaquer à ces questions. Certains, une minorité d'organisations, ont trouvé des positions justes. La plupart n'ont, en revanche, pas pris part à ce débat, considérant qu'il était de nature explosive. Deux lignes majoritaires se sont alors formées sur ces questions, les deux rivalisant de fausseté et d'opportunisme. Une ligne laïcarde républicaine, chauvine. Une ligne raciale, postmoderniste.

CRIER AVEC LA MEUTE.

Il serait aisé de qualifier cette ligne de droitière, d'en faire une ligne réactionnaire. Dans un sens, il est vrai que ceux et celles qui crient à la menace de la religion, qui réclament l'application stricte de la laïcité, d'une forme inquisitoriale de celle-ci, évoquent des pseudo-fascistes. Pourtant la réalité est d'une complexité nettement supérieure. Dans un sens, les tenants de cette ligne possèdent les mêmes traits que le gauchisme : tendance au sectarisme, surestimation de la possibilité de convaincre ceux et celles qui sont influencés par les conceptions religieuses. Ils et elles comprennent l'aspect idéologiquement réactionnaire des religions, cet «*opium du peuple*», que Lénine commentait de la manière suivante :

« Cette sentence de Marx, constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière ».

Cette phrase est d'une justesse incomparable. Mais cependant, elle est utilisée d'une manière totalement décalée du contexte, de la situation. S'attaquer au Catholicisme, à l'Eglise, dont les réseaux, les ramifications, lui permettent de mobiliser dans un sens réactionnaire ; dont le poids politique et finan-

cier lui permet d'entraver l'exercice de certains droits : IVG ; contraception ; mariage pour tous... est une chose. C'est s'en prendre à une structure dominante, puissante, dont les adhérents sont loin d'être des opprimés. Cela revient à lutter pour le droit démocratique à la critique de la religion. En revanche, traiter sur le même pied d'égalité l'Islam revient à hurler avec la meute, et notamment avec les réactionnaires. Les tenants de cette position oublient que l'Islam est ce paravent mis en place par l'extrême-droite pour s'attaquer à l'immigration et aux immigrés. D'autant que le débat est systématiquement placé sous l'angle de l'appel à la répression d'Etat : lois spécifiques, affaires scandaleuses comme le «burkini», entraves à la liberté de conscience. Charlie Hebdo, par exemple, se défendait de ses unes en affirmant «taper sur tout le monde». Malheureusement, «tout le monde» n'est pas logé à la même enseigne. Lancer une campagne contre l'Eglise Catholique, demander que soient supprimés les crèches dans les lieux publics, interdire les prêches de rue, etc. fait avancer l'athéisme. Agir de même envers l'Islam revient à entretenir une atmosphère pogromiste, raciste, de brutalité et d'exclusion.

FAIRE FRONT RENVERSÉ.

Une autre tendance, très importante dans les milieux militants, nourrie par l'influence du postmodernisme conduit à des erreurs pratiquement aussi graves. Le postmodernisme mérite un détour, pour revenir sur les bases philosophiques et les thèses que développe ce courant de pensée. La partie suivante de cette brochure s'y attarde, pour tenter de décortiquer cette création toxique. Indépendamment de cela, la position défendue par ses tenants est compréhensible pour certains aspects. Elle se place du côté de l'opprimé, du côté de celui dont on écrase les libertés, celui qui est stigmatisé. Tout ceci est quelque chose d'éminemment humain. De ce point de vue là ce courant a intégralement raison, contrairement à ce que peut énoncer la secte *Lutte Ouvrière*, parlant de la lutte contre l'Islamophobie comme d'une erreur. Malheureusement, cette raison de surface ne suffit pas.

Le ver est dans le fruit. Il existe un océan entre le «soutien négatif» — considérer que les libertés soient respectées, s'opposer à la répression étatique — et le fait d'apporter un «soutien positif» — accompagner le projet de société, le projet politique de celui qui est soutenu. Cette difficulté à poser une séparation entre les deux est un des aspects fondamentaux de la position postmoderniste. Bien que ses tenants s'en défendent, ils et elles parviennent à être plus condescendants que les premiers. En érigeant la religion en sujet au delà de la politique, au delà de l'idéologie, en ne comprenant que l'oppression culturelle et identitaire, ils et elles essentialisent les croyants. Ils et elles se forgent un idéaltype, apolitique, dépolitisé. Un monolithe qui se résume à une essence. Ainsi, au contraire de toute analyse fait par l'enquête, se forge des concepts grossiers et inadaptés.

Le maoïsme enseigne que, quelque soit l'échantillon pris, il existe invariablement des tendances de droites et des tendances de gauche. Que, quelque soit le sujet, certains seront plus progressistes et d'autres plus réactionnaires. Or, dans l'analyse produite par de nombreux groupes, cela n'existe plus, cette pluralité de rapport, ce contenu idéologique, est volatilisé, annihilé, et le libéralisme, le démocratisme plat, est introduit en fraude à la place de la lutte des classes et de la lutte idéologique. Au nom du respect de la sensibilité, la lutte contre les tendances réactionnaires a été remise. Elle s'étend désormais, pour certains, au fait de ne plus critiquer l'Eglise, la religion, l'obscurantisme. In fine, au lieu de poser la question de la lutte contre l'expression de la réaction contenue dans la religion, ils et elles la défendent bec et ongles, considérant que toute critique est une attaque.

LA TÂCHE DES COMMUNISTES

Fondamentalement, la cristallisation sur la question religieuse est une position fautive. Nombreux sont donc ceux et celles qui citent Marx «La religion est l'opium du peuple».

Certains, certaines, l'accompagnent de ce commentaire de Lénine: « Cette sentence de Marx, constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière ». Mais, bien souvent, la suite est escamotée: « Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arrières du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans? Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale. Les marxistes disent: c'est faux. Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise, d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion. Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout sociales. La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc..., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion ».

L'opium du peuple est une notion juste, raisonnable. Seulement elle ne signifie pas une marche forcée, une charge à la baïonnette. Elle signifie qu'il faut proposer quelque chose de supérieur à l'illusoire paradis offert par la religion. Il ne s'agit pas de stigmatiser ceux et celles qui croient, qui pratiquent, mais bel et bien le fait de proposer une appréciation du monde, rationnelle, logique et — surtout — révolutionnaire. Si des penchants réactionnaires existent, ce n'est pas à l'État de les régler. Confier à l'État bourgeois le soin de régler les conflits au sein du peuple revient à accorder un blanc seing à la bourgeoisie pour diffuser sa propagande de division. Les citations sont problématiques, car elles escamotent bien souvent le fond de l'affaire. Dans cet fameux texte où Marx inscrit la notion d'opium du peuple, Marx ne s'arc-boutait pas sur une position sectaire, nourrie de principes hautains, mais bien basée sur une compréhension du réel, des pratiques.

Dans *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel* en 1843, ainsi, Karl Marx écrivait: « Voici le fondement de la critique irréligieuse: c'est l'homme qui fait la religion et non la religion qui fait l'homme. A la vérité, la religion est la conscience de soi et le sentiment de soi de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore conquis, ou bien s'est déjà de nouveau perdu. Mais l'homme, ce n'est pas un être abstrait recroquevillé hors du monde. L'homme c'est le monde de l'homme, c'est l'État, c'est la société. Cet État, cette société produisent la religion, une conscience renversée du monde parce qu'ils sont eux-mêmes un monde renversé. La religion est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément cérémoniel, son universel motif de

consolation et de justification. Elle est la réalisation chimérique de l'essence humaine, parce que l'essence humaine ne possède pas de réalité véritable. Lutter contre la religion, c'est donc, indirectement lutter contre ce monde là, dont la religion est l'arôme spirituel. La misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses où il n'est point d'esprit. Elle est l'opium du peuple. Nier la religion, ce bonheur illusoire du peuple, c'est exiger son bonheur réel. Exiger qu'il abandonne toute illusion sur son état, c'est exiger qu'il renonce à un état qui a besoin d'illusions. La critique de la religion contient en germe la critique de la vallée de larmes dont la religion est l'auréole. [...] La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique ».

La tâche des communistes est de faire avancer les masses vers la libération de l'oppression, de l'obscurantisme, de les sortir des griffes de la réaction. Mais elle l'est en les faisant avancer vers l'idéologie communiste, non en appelant l'État et la bourgeoisie à réprimer les minorités ethniques, à réprimer les minorités religieuses, à réprimer les masses populaires.

Mao Zedong présentait dans *De la juste résolution des contradictions au sein du peuple*, la question, d'une manière large, de cette manière: « Nous sommes pour une liberté qui s'accompagne d'une direction et pour une démocratie à direction centralisée, mais cela ne signifie nullement qu'on puisse recourir à la contrainte pour résoudre les questions idéologiques et les questions portant sur la distinction entre le vrai et le faux qui surgissent au sein du peuple. Tenter de résoudre ces questions au moyen d'ordres administratifs ou de la contrainte est non seulement inefficace, mais nuisible. Nous ne pouvons supprimer la religion avec des ordres administratifs, ni forcer les gens à ne pas croire. On ne peut obliger les gens à renoncer à l'idéalisme ni à adopter le marxisme. Toute question d'ordre idéologique, toute controverse au sein du peuple ne peut être résolue que par des méthodes démocratiques, par la discussion, la critique, la persuasion et l'éducation; on ne peut la résoudre par des méthodes coercitives et répressives ».

La lutte contre l'obscurantisme religieux ne se mène pas par l'oppression, mais par le fait de convaincre, de rallier, d'amener à démontrer, en premier lieu, que, quelque soit la position sur les questions divines, la lutte des classes est l'œuvre à mener jusqu'au bout. Le matérialisme dialectique pose la négation de Dieu par lui-même. Mais il n'est pas une chose dont on gave de force les interlocuteurs. Ce n'est que par la démonstration, que par la capacité à développer une ligne politique juste, que par le ralliement, que les masses avancent. Placer la religion comme une contradiction irrésoluble, refuser de l'aborder ou la conforter sont tout autant de positions fautes. Mikhaïl Kalinine, président de l'Union Soviétique, expliquait qu'en URSS, il n'y avait pas de répression d'État contre les croyants, contrairement à ce que les historiens de la bourgeoisie présentent.

La lutte contre la religion se faisait en la traitant comme une erreur idéologique et en étant dans une posture de débat et d'explication. À l'exception des agents de la réaction, irréductibles, irrécupérables, la très large majorité de ceux et celles qui placent leurs espoirs dans la religion peut-être ralliée. La question déterminante, au final, est celle de l'engagement. Un membre du clergé, un zélé, un prestidigitateur de la religion, peut se muer en ennemi implacable, en opposant au communisme, à la révolution. C'est un fait. En revanche,

le fait d'avoir la foi, comme le mentionne Kalinine, est une déviation idéologique — comme une autre. Or, la lutte idéologique que doit mener le camp de la révolution doit se heurter, ce fait est indéniable, aux conceptions fausses qui deviennent hégémoniques au sein de son propre camp, dont une, ravageuse, toxique, protéiforme : le postmodernisme.

LE POST-MODERNISME CONTRE LE COMMUNISME.

Le post-modernisme s'est imposé dans une partie importante de la sphère militante de l'État français. Ce courant de pensée est un poison dangereux, une maladie terrible qui cause et causera des ravages tant qu'elle ne sera pas jugulée, dénoncée et combattue. *L'Unité Communiste de Lyon* n'a pas pour volonté de fonctionner au procès d'intention. Dans leur grande majorité militants et militantes sont dans un engagement honnête et sincère. Si certains et certaines sont ravis de constituer leur petit royaume, d'exercer un pouvoir sur une petite secte, d'en tirer des bénéfices directs ou indirects, ils et elles ne sont qu'une minorité.

Les places, les postes, les carrières sont rares dans les milieux liés à l'extrême-gauche. Cela existe, tout comme le cynisme, tout comme les raisonnements pervers — au sens premier du terme — mais cela reste, encore une fois, minoritaire. Cependant, l'influence d'idées fausses peut amener quelqu'un d'honnête à se tromper, à agir de manière malhonnête ou fausse. Ainsi, nombreux sont les militants et militantes qui subissent l'influence — consciente ou non — de cette nébuleuse de conceptions fausses qu'est le postmodernisme. Nous ne les blâmons pas. L'influence de ce mode de pensée est le miroir de la faiblesse des organisations marxistes, de leur difficulté à mener la bataille idéologique. Elles mêmes subissent également l'influence du postmodernisme. Cela cause des ravages.

Expliquer ce qu'est le postmodernisme n'a pas pour but de se muer en charge aveugle contre ceux et celles qui peuvent adhérer à telle ou telle thèse défendue, mais bel et bien d'explicitier les tenants et les aboutissements, les dangers et les failles de ce mode de raisonnement intrinsèquement fallacieux. La pensée postmoderniste est d'une naissance relativement récente, mais elle est parvenue à s'immiscer très largement dans une grande partie de la sphère militante, en parasitant un grand nombre d'aspects. Ces conceptions ont profité du reflux idéologique du dernier tiers du XX^e siècle pour prendre une place sans cesse croissante, causant de multiples dégâts.

Le post modernisme se définit par un principe de relativité absolue. « *L'incrédulité à l'égard des métarécits caractérise le postmoderne* » (J-F Lyotard). Un « métarécit » étant un « récit commun à tous ». L'histoire, les sciences sociales... toute la somme des connaissances de l'Humanité. Le postmodernisme est bâti autour de la victoire du subjectif, du point de vue de l'observateur, de l'opinion, sur les faits, sur les preuves matérielles, sur l'objectivité. Il est une négation de la science, de la dialectique, de la causalité. Selon un de ses fondateurs, Jean-François Lyotard, elle concrétise la primauté du récit individuel, de l'histoire personnelle, du point de vue, sur l'objectivité, sur l'histoire commune. Véritable incarnation de la dérive hypercritique, la vision postmoderniste couronne le scepticisme comme la seule réponse à toute question.

« Les objets physiques sont conceptuellement importés dans la situation comme des intermédiaires pratiques — pas, par définition, en termes d'expérience mais simplement comme des dépôts irréductibles comparables, sur le plan épistémologiques, aux divinités d'Homère. Permettez-moi de préciser que pour ma part, en tant que physicien,

je crois aux objets physiques et non aux divinités d'Homère et je considère que c'est une erreur scientifique de croire le contraire. Mais au niveau des bases épistémologiques, les objets physiques diffèrent uniquement par le degré et non par la nature. » (J-F Lyotard)

En somme, le « penseur » de cette « science » remet en cause la réalité elle-même. Elle n'existe plus, il n'existe que la relativité suprême : la perception. L'histoire de la science et des sciences sociales est basée, à l'origine, sur un point fondamental : est-ce que cette théorie s'applique, paraît juste, ou non ? Une théorie — au sens large du terme — n'a d'intérêt que si elle présente une explication plus efficace, plus juste, plus proche des observations de terrain que celle qu'elle prétend remplacer. Le lien entre la philosophie et la science est la base même de la recherche philosophique et scientifique.

Ainsi, les écoles de philosophies se sont succédées, non par effet de mode, mais bien parce qu'une école supérieure, plus juste, écrasait et broyait l'autre. De même les écoles d'analyse économiques se sont succédées, pour les mêmes raisons. Ainsi, la vision métaphysique est figée du monde s'est effondrée pour qu'apparaisse une vision dialectique. Cette vision dialectique s'est elle-même mise à tourner dans le « bon sens », sous l'impulsion des matérialistes, démontrant que l'idée naît de la matière, et non l'inverse. Le matérialisme-dialectique et le matérialisme historique forment l'étape la plus juste et la plus efficace de la théorie. Non pas parce que cela plaît à *L'Unité Communiste de Lyon*, mais bien parce que cette conception philosophique est vérifiable, rationnelle, scientifique. Elle est un moyen d'explication, d'analyse, de compréhension, mais également un moyen de transformation de la société. Cette ascendance permet à l'analyse marxiste de balayer les autres.

Cependant, la bourgeoisie a toujours lutté contre cette influence idéologique, gênante, dérangeante, déplaisante pour elle — et pour cause, elle en prédit la mort et l'anéantissement. En réaction, d'autres écoles se sont formées, la philosophie s'est détachée de la science, du réel, l'analyse s'est emmitouflée dans l'idéalisme pour se préserver. Le divorce entre la science et la philosophie s'est avéré un fulgurant retour en arrière. Ces écoles de pensées ont permis l'irruption de ces philosophes / agents de la CIA tels que Bernard Henry-Lévy, Alain Finkielkraut, ou d'autres tels que Gilles Deleuze.

Ces écoles n'ont plus cherché à expliquer ou à transformer le réel, mais uniquement à jeter en l'air des théories pourries. Le point de départ du postmodernisme se niche dans une négation de la dialectique, une négation du rasoir d'Ockham, une négation même de la causalité. La destruction du principe de causalité empêche d'expliquer, désormais, quoique ce soit. Libre à chacun, à chacune, de choisir ce qu'il ou elle veut comme raisons, comme causes, comme conséquences, et de fabriquer une réalité plaisante. D'une certaine manière, ce courant est un héritier philosophique du sophisme : les conceptions du monde ne sont pas universelles, sont relatives, « tout est vrai » et « rien n'est faux ».

Cette manière utilitariste de comprendre les analyses permet — au nom de la liberté de la science — de tout justifier. C'est là son premier aspect : tout part de la subjectivité, du subjectivisme des observateurs. A grands renforts de coup de projecteurs, ses tenants tentent d'ériger des détails en règles, tout en se réfugiant dans un agnosticisme qui confine à l'obscurantisme. Obscurantisme et méconnaissance sont les deux branches de la tenaille idéologique du postmodernisme. Ainsi, la critique de la valeur ou Wertkritik illustre pleinement une méconnaissance complète de l'économie et de la place du travail dans la société. Les obscurantistes tenants cette position ne voient le travail que comme une aliénation et non comme un processus de création de marchandises, de richesses et, il

est vrai, d'exploitations. En proclamant des insanités telles que « ne travaillez jamais », les apprentis-sorciers escamotent le fait que toute production de ressource, nourriture, traitement de l'eau, construction de logement, est le fruit du travail. Dans leurs milieux en vase-clôt, les tenants de ces positions se gargarisent du fait d'« arnaquer » le système capitaliste en vivant à ses crochets. Sans comprendre que leur existence dépend de l'exploitation de millions d'individus, de milliards de travailleurs et de travailleuses, aux dépends desquels ils et elles vivent. Son deuxième aspect est l'essentialisme: les choses, les individus, ont une essence qui leur est propre et qui les caractérise.

Dans les discours, cela se traduit par une tendance à essentialiser les positions et les contenus idéologiques: blanches, noires... Comme si elles possédaient, pour reprendre la formulation d'Alfred Rosenberg, une « Rassenseele » une âme de race. De nombreux interlocuteurs lancent ainsi de vastes théories insistant sur un sophisme génétique. Le féminisme libéral-bourgeois, caractéristique politique, est ainsi rebaptisé « féminisme blanc », caractérisation essentialiste. Par effet de miroir, il devrait donc exister un « féminisme noir », un « féminisme arabe » ou autre. Des contradictions idéologiques rentrent en ligne de compte dans chaque ethnie, dans chaque groupe, dans les moindres parcelles de liens sociaux. En l'absence d'un monolithe formé par une conception blanche et une conception « colorée » cette manière d'analyser les choses ne peut qu'être considérée fautive.

Entre Paul Robeson et Martin Luther King ; entre Diem et Ho Chi Minh ; entre Hitler et Thaelmann ; entre Eva Braun et Sophie Schöll, entre Kaganovitch et Rothschild, des océans existent. Ils sont pourtant de la « même ethnie », partagent un fond culturel commun, une identité commune. Mais la classe sociale, l'idéologie, sont ce qui les séparent. Ironiquement, cette caractérisation raciale est fascinante à plus d'un titre. D'une part car elle est issue d'écoles de pensées européennes et occidentales, ce qui, suivant sa propre logique, l'invaliderait d'elle-même en tant que « science blanche », d'autre part car elle introduit précisément ce qu'elle prétend combattre: la division raciale, ethnique, religieuse.

Elle est fautive scientifiquement, car les distinctions entre races sont un non-sens biologique ; elle est fautive anthropologiquement, car il n'existe pas forcément d'unité culturelle au sein d'une « race » fictive — Bantous, Zoulous, Pygmées, Ethiopiens... — n'ont pas vécu selon les mêmes lois et les mêmes règles ; elle est fautive sociologiquement et politiquement car il existe, au sein de la très large majorité des civilisations, une séparation ancienne en classes sociales, une division du travail, un patriarcat. L'histoire du rapport entre les genres, de la création des cellules familiales, de la création de la division genrée et internationale du travail rentre dans cette histoire de l'humanité qu'est l'histoire de la lutte des classes. D'autres part car les frontières sont diffuses: Les slaves musulmans ; les chrétiens arabes ; les coréens athées... L'essentialisation est une conception profondément imbécile, au sens premier du terme: imbecillus, in [sans] ; bacillum [béquille, appui]. Une position sans le moindre appui, sans fondement, sans la moindre solidité. Cet essentialisme rejoint, dans une certaine mesure, les théories fascistes de la « personnalité ». Le fascisme se veut le négateur de l'idéologie, se veut le catalyseur de la libération de l'humain dans toute sa « nature propre ».

L'idéologie, la morale, dans une certaine mesure la religion, ne font que brimer la véritable personnalité du sujet, de l'individu. Mettre en avant, comme seul et unique objectif, la « réalisation pleine et entière de l'individu » revient à chasser l'idéologie, qui manipule ; les normes, qui contraignent ; la transformation dialectique, qui corrompt. Elle revient à saluer l'apolitisme et le viscéralisme comme mode de pensée. In fine, elle mène à l'abrutissement au sens premier du terme, du fait

de l'exigence d'agir en fonction de sa « nature ». Le troisième aspect est la relativité fallacieuse employée systématiquement: les choses sont systématiquement relatives, la vérité est à géométrie variable, et les principes ne sont jamais hiérarchisés. Ce positionnement se marie avec une facilité déconcertante avec le sophisme génétique précédemment évoqué.

Dans la pensée postmoderniste, classe sociale, genre, origine ethnique, religion et sexualité sont mis sur le même plan. Il n'existe pas de causalité dans ce mode de pensée, ni d'aspect principal ou secondaire. C'est là le principe même du courant dominant, au sein des milieux militants. L'intersectionnalité est quelque chose dont l'idée de base est juste: il est possible de subir plusieurs oppressions, plusieurs dominations qui se mêlent les unes par rapport aux autres. Ceux et celles qui ressentent des oppressions quant à leur couleur de peau, quant à leur genre, quant à leur sexualité, quant à l'exploitation, ont fondamentalement raison. C'est là le sens de la formule de Mao: « on a raison de se révolter ». Il est légitime, juste, nécessaire, de lutter contre ces oppressions, ces discriminations. Il est tout aussi légitime et juste que des structures ad hoc soient mises en œuvre pour permettre d'y répondre. En revanche, là où l'intersectionnalité échoue totalement à apporter quoique ce soit d'autre qu'un constat — hormis un libéralisme complet — c'est dans son incapacité à déterminer des causes, à hiérarchiser les phénomènes — structurants ou superficiels — et surtout à combattre — au nom d'un saint respect de la culture — les conceptions fautes.

Les oppressions ne sont pas individuelles, elles ne s'additionnent pas comme des points, mais sont le fruit de logiques: elles découlent, en premier lieu, de l'organisation économique de la société. La division genrée du travail forme la base sociale du sexisme ; l'impérialisme et le néo-colonialisme, ainsi que la mise en concurrence des travailleurs, celle du racisme ; la cellule familiale comme lieu de production et de reproduction est un des facteurs de l'homophobie... Le cœur de ces oppressions demeure la loi du profit, l'exploitation, l'extorsion de la plus value. En niant ce caractère fondamental, sous le prétexte fallacieux qu'il ne faille pas hiérarchiser les oppressions, le postmodernisme échoue comme moyen de lutte, mais aussi d'analyse.

Expliquons-nous: dans la conception du monde postmoderniste, un individu comme Ernst Röhm, dirigeant les Sturmabteilungen du NSDAP, devrait être soutenu et protégé, car homosexuel. Dans le même ordre d'idée, Margaret Thatcher doit d'abord être considérée comme une femme avant d'être une réactionnaire. Joseph Kony, le très religieux dirigeant de l'Armée de résistance du Seigneur en Ouganda, doit être vu comme un noir avant toute chose. Au lieu de chercher, dans les intersections, les points communs, les luttes, les points focaux, ces théories érigent des murs, séparent les luttes, fragmentent et divisent. Le but de cette distillation est d'atteindre la pureté, le purisme, non la résolution efficace des contradictions.

Tout ceci se mêle, se transmute, avec un manichéisme fascinant. Ainsi, toutes les contorsions sont possibles, toutes les inventions sont possibles. Pour parvenir à cela, les données pertinentes sont ignorées, tuées, niées. Dans un sens, la force du postmodernisme, dont la prétention à « décoloniser » les esprits n'a d'égal que son incapacité à le faire, réside dans le fait d'être dans un eurocentrisme absolu. Elle n'accorde qu'aux « blancs » le kaléidoscope d'opinions, de positions sociales ou idéologiques. « L'autre » est ravalé au rang de « bon sauvage », dont les manifestations d'esprit sont applaudies des deux mains, dont les erreurs politiques, la réaction, les clivages sont excusés comme des expressions de la candeur d'un peuple qui « découvre sa civilisation ».

Il n'existe pas de progressistes, pas de réactionnaires, pas d'ouvriers, pas de capitalistes — nationaux ou compradores —

simplement une masse racialement définie. Ainsi, les naxalites, les kurdes, les philippins, les militants et militantes communistes des pays dominés sont dépolitisés. Les anticommunistes de gauche leur « pardonneraient » leurs errances politiques, comme ils et elles pardonneraient à des enfants agités et capricieux. La théorie des « premiers concernés » est brandie comme un Graal exemptant de toutes critiques. Elle excuse tout, excuse tous les renoncements, permet de tout justifier. Ainsi, si les « premiers concernés » prennent des positions réactionnaires, le critiquer reviendrait à faire œuvre de sabotage, de diversion, d'être un agent de la réaction.

Nombreux sont ceux et celles qui apportent, derrière ce prétexte, un soutien au combattants de l'ASL en Syrie, par exemple. Pourtant, il est avéré que l'ossature du commandement agit en laquais d'Erdogan, bourreau des kurdes, que ces individus ou organisations soutiennent également, par opportunisme total. De même, la théorie des « privilèges ». Celle-ci part d'une inversion des choses. Il n'existerait même plus de dominés, d'opprimés, mais à l'inverse, des privilégiés. Les privilèges « blancs », « hommes », « bourgeois », « cisgenre » ou autres sont légion. Cette méthode sert, d'une part, à entretenir le sophisme génétique, l'attaque *ad hominem*, permettant d'attaquer l'émetteur de l'argument, non son contenu. De l'autre, elle pose les questions de manière fautive et rétrograde. L'intérêt de la lutte sociale est de hisser le niveau de vie, de liquider les contradictions d'une manière positive, non de faire choir de son piédestal quelque personne « privilégiée ».

En somme elle est d'offrir ces « privilèges » à tous, non de les retirer. L'incapacité de la théorie postmoderniste à comprendre les principes de contradiction principale et secondaire, de comprendre ce qui est antagonique et ce qui ne l'est pas, mais surtout à démêler le vrai du faux en fait un agent du confusionnisme et de la réaction. Car, dans les faits, il existe une causalité, il existe une cause et des conséquences. Il existe une hiérarchie dans les contradictions et dans l'analyse.

En effet Friedrich Engels, dans *Ludwig Feuerbach*, explique les choses ainsi : « *Tout ce qui met les hommes en mouvement doit nécessairement passer par leur cerveau, mais la forme que cela prend dans ce cerveau dépend beaucoup des circonstances* ».

Les conditions matérielles forment le principal environnement qui permet d'expliquer comment pense un individu. Engels écrivait également qu'on « *pense autrement dans un palais que dans une chaumière* ». Dans *Les principes élémentaires de philosophie*, le philosophe Georges Politzer (1941) écrit :

« *Les idéalistes disent qu'un prolétaire ou un bourgeois sont l'un ou l'autre parce qu'ils pensent comme l'un ou l'autre. Nous disons, au contraire, que, s'ils pensent comme un prolétaire ou comme un bourgeois, c'est qu'ils sont l'un ou l'autre. Un prolétaire a une conscience de classe prolétarienne parce qu'il est prolétaire. Ce que nous devons bien remarquer, c'est que la théorie idéaliste comporte une conséquence pratique. Si l'on est bourgeois, dit-on, c'est que l'on pense comme un bourgeois ; donc, pour ne plus l'être, il suffit de changer la façon de penser en cause et, pour faire cesser l'exploitation bourgeoise, il suffit de faire un travail de conviction auprès des patrons. C'est là une théorie défendue par les socialistes chrétiens ; ce fut celle aussi des fondateurs du socialisme utopique. Mais c'est aussi la théorie des fascistes qui luttent contre le capitalisme non pour le supprimer, mais pour le rendre plus "raisonnable" ! Quand le patronat comprendra qu'il exploite les ouvriers, disent-ils, il ne le fera plus. Voilà une théorie complètement idéaliste dont on voit les dangers. (...) "l'être social" est déterminé par*

les conditions d'existence matérielles dans lesquelles vivent les hommes dans la société. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leurs conditions matérielles d'existence, mais ce sont ces conditions matérielles qui déterminent leur conscience. Qu'est-ce qu'on appelle les conditions matérielles d'existence ? Dans la société, il y a des riches et des pauvres, et leur façon de penser est différente, leurs idées sur un même sujet sont différentes. Prendre le métro, pour un pauvre, un chômeur, est un luxe, mais, pour un riche qui a eu une voiture, c'est une déchéance. Les idées du pauvre sur le métro, les possède-t-il parce qu'il est pauvre ou est-ce parce qu'il prend le métro qu'il les possède ? C'est parce qu'il est pauvre. Être pauvre, c'est là sa condition d'existence ».

Les conditions matérielles sont ce qui détermine la mentalité, la conscience, l'état d'avancement de la pensée. Ecrire ceci, pour un postmoderniste, est émettre un jugement de valeur. Or il s'agit d'une vérité objective indéniable. Les conditions matérielles sont déterminantes dans le jugement que portent les uns et les autres sur la société, sur eux mêmes, sur l'un et l'autre. Pour les postmodernistes, lesquels placent leur foi dans une « âme, » un individu tient des positions de manière indépendante de son contexte social, comme l'expression simple de sa « race » ou de son « âme ».

Or, un ouvrier sexiste, retardé, xénophobe, est le reflet des positions de son milieu, de celles de l'influence de l'idéologie bourgeoise. Cela remet-il en cause le fait qu'un travailleur, une travailleuse, n'a pas objectivement intérêt à détruire l'exploitation, à détruire la division genrée du travail, à anéantir la mise en concurrence des travailleurs ? Pour le postmoderne, oui. Il ou elle est définitivement passée dans un « côté obscur » tout aussi métaphysique que celui de l'univers de fiction dont ce concept est issu. Il ou elle est déjà un ennemi qu'il est contre-productif de rallier. En refusant cela, le postmodernisme laisse le champ libre à la réaction, qui, elle, se fait un plaisir d'opérer un travail de recrutement et d'explication, sur la base de ses positions réactionnaires.

Pour les marxistes, ces positions sont le reflet de la faiblesse de l'organisation de la classe ouvrière, de la faiblesse de l'influence des organisations communistes dans la société. Traiter un bourgeois qui tient des propos et des attitudes réactionnaires et un ouvrier qui fait de même est faux. L'un exerce objectivement une idéologie qui correspond à ses intérêts de classe, l'autre est intoxiqué. Derrière ses aspects se trouvent les contradictions secondaires, qui peuvent parfois prendre une tournure primordiale : l'exemple typique serait la situation des homosexuels en Tchétchénie en 2017 où la question de la séparation entre bourgeois et prolétaires passe provisoirement au second plan, celle des juifs pendant les pogroms et la Shoah...

Cependant, cela ne retire en rien le fait qu'un bourgeois à la peau noire ne sera pas dans le même univers qu'un white trash vivant dans une caravane. Une femme ministre peut subir une oppression sexiste, mais être une exploiteuse qui entretient la misère et la paupérisation des masses populaires. Un mâle blanc cisgenre, mais bulgare et travailleur détaché n'est pas dans la même situation qu'une Rachida Dati. D'où l'importance de savoir hiérarchiser ce qui est principal et ce qui est secondaire. L'engagement est un aspect qui ne saurait être nié. Un militant communiste « sort de sa classe » pour devenir — avant tout — un communiste. Une militante fasciste, une Antigone par exemple, dépasse également sa classe sociale, sa condition de femme, et fait de son idéologie sa principale caractéristique.

C'est ainsi que Thatcher est une néolibérale réactionnaire avant tout, quand bien même elle peut subir le sexisme. Cela ne signifie pas que ce soit une bonne chose de l'attaquer par ce biais. Les méthodes de lutte réactionnaires doivent être

condamnées par les communistes. Appeler Thatcher « the bitch » est une caractérisation fautive. Traiter Marine Le Pen de « salope », attaquer Brigitte Macron sur son âge, sont des méthodes fautes, réactionnaires. Elles ne définissent pas politiquement et socialement l'ennemi, ne font que ramener en arrière la conscience politique. La limite entre qui est à rallier, qui est trop loin ne se fixe pas sur une grille figée.

Un ouvrier qui milite pour le NSDAP dans les années 1930 est quelqu'un qui peut être rallié. Le même ouvrier, au moment de la Seconde Guerre mondiale, peut-être quelqu'un qui possède un fusil, quelqu'un qui tire, qui tue, qui pille et massacre. Les questions ne se posent alors pas de la même manière. Ce qui différencie le postmodernisme d'une simple erreur, ce qui en fait un danger, c'est qu'il accredit les thèses réactionnaires et fascistes. Il dote d'une « âme » les individus, il clame une lutte contre l'appropriation culturelle, érige des barrières, crée des cases identitaires à cocher, des frontières entre chaque compartiments de la lutte. Ce mode de pensée fait écho aux théories des identitaires, lesquels, reprenant le slogan de la ségrégation, clament hypocritement un *separate but equal* entre individus ne partageant pas le même « récit ».

De même, la question de la résolution de ces contradictions est niée. Exit la révolution prolétarienne, vive de libéralisme démocratique. En reniant l'origine sociale de ces discriminations, en niant le fait qu'elles sont une superstructure issue de la structure économique, les postmodernistes font le lit du libéralisme. Au lieu de s'attaquer aux causes, aux raisons profondes, les tenants de ces théories ne font que cibler les aspects visibles. Et encore ! Dire que la domination ou que la division du travail n'existe pas dans les couples homosexuels, chez les transsexuels, ou dans chaque composante de la société, est une fausseté. Un des enseignements du marxisme est que la lutte des classes traverse tout. Tout, y compris l'intimité des couples, dans laquelle se créent des rapports de domination, des rapports d'exploitation, des tendances progressistes et réactionnaires.

Clamer qu'extirper « l'âme blanche mâle et cisgenre » de la société ne signifie nullement la fin des contradictions. Le capitalisme les génère par son activité d'exploitation et de division. La déconstruction des individus et des normes est le deuxième volet le plus important de ces théories. Les normes sociales ne sont pas, dans l'imaginaire postmoderniste, des phénomènes issus d'une structure, de rapports économiques, de relations d'exploitation entre des classes sociales. Dans la conception brumeuse de ces magiciens elles apparaissent comme tombées du ciel et ne sont que des nuages flottants, non-reliés à une réalité vécue par les masses. Dans la théorie des grands vizirs du postmodernisme, la révolution, le changement, passe par la déconstruction de la civilisation, par la déconstruction des normes sociales, des rapports sociaux. Les communistes considèrent que la lutte contre les tendances réactionnaires passe par l'idéologie, laquelle est une arme de combat pour permettre le renversement de la société capitaliste et sa transformation en société socialiste, puis communiste, sapant la base matérielle des discriminations de genre, d'ethnie...etc. Dans le postmodernisme, l'aspect principal, tel une secte, est de trouver la réponse en soi, de s'écouter soi-même, de se définir selon ses vœux et ses aspirations d'individu, sans la moindre considération pour l'environnement social.

Ce processus d'autodéfinition ne peut que déboucher sur des excès réactionnaires. En effet, en considérant que l'individu doit réaliser sa nature personnelle et profonde, le postmodernisme fait le lit de l'individualisme. En mariant cela avec le relativisme, cette boue toxique finit par s'étaler partout, par tout recouvrir, par tout intoxiquer. « *Jouir sans entraves* », ce slogan résume parfaitement cette logique. Il s'agit de placer le bonheur et la jouissance personnelle comme ambition, comme

objectif suprême. Si l'entrave est le consentement, l'autre n'est « pas assez libéré », si la jouissance personnelle rencontre des obstacles, ceux-ci sont vécus comme une oppression terrible.

Contredire l'opinion par les faits revient à une attaque de Pearl Harbor. Contredire le subjectif par l'objectif devient une déclaration de guerre. Ce qui définit l'être humain comme un animal social, comme un animal politique, sa capacité à transcender son statut d'individu, est balayé, au même titre que la science, par le relativisme, érigé en nouvelle science, du postmodernisme. Or, la déconstruction de l'individu, aussi louable puisse-t-elle être, ne forme qu'une goutte d'eau dans un océan. Ce rapport individuel à ces questions fait que ces forces ne s'adjoignent pas à une lutte politique, organisée — car vu comme une contrainte, structurée, contre le système capitaliste, contre la bourgeoisie, contre l'exploitation.

Seule la révolution peut venir à bout des sources de l'oppression. Cette révolution ne se fait pas dans la déconstruction des individus, elle se fait dans la construction d'une société nouvelle, dirigée par les masses populaires et par la classe ouvrière au premier chef. D'autant que la mentalité retarde sur les pratiques. Etant le fruit de la matière, l'esprit retarde sur celle-ci. Placer en premier lieu le changement des mentalités pour obtenir le changement de société revient à inverser le fonctionnement du monde.

Il est illusoire de croire que l'effondrement de l'idéologie bourgeoise, de ses normes, ouvre la voie à l'arrivée d'une idéologie progressiste, de ses nouvelles normes, lesquelles régiront et changeront le monde. Ce n'est que par la destruction du pouvoir bourgeois, de sa manière d'organiser la société, que l'idéologie bourgeoisie s'éteindra progressivement. « *L'humain socialiste* » ne précède pas la Révolution, il en naît. Tant que la cause structurelle n'est pas touchée, n'est pas détruite, l'anéantissement des divisions au sein de la société ne peut avoir lieu. Les luttes dirigées par le postmodernisme ne peuvent être victorieuses. Tant que les tenants de ce courant de pensée ne cherchent pas la cohérence, la rationalité, la compréhension scientifique de la société, ils et elles échoueront.

Les discriminations contre lesquelles les postmodernistes prétendent prendre les armes, prendront sans cesse de nouvelles formes, en face desquelles les militants et militantes sont impuissants. Il s'agit d'un tonneau percé des Danaïdes, d'un travail de Sisyphe, mené non seulement en vain, mais également contre la révolution prolétarienne.

NOUS PAYONS CHER.

Nous payons, aujourd'hui, chèrement, une lourde addition. Cette addition est le fruit d'un cumul d'erreurs, de manques étalés sur une longue période. Elle est le fruit maudit d'une conjonction de facteurs, de responsabilités, de failles, de déviations, d'abandons et de trahisons. Elle est ce qui explique la faiblesse des idées communistes, la faiblesse des organisations, des fronts, des luttes. Il existe, d'une part, des facteurs extérieurs, liés à la victoire de la contre-révolution en URSS, en Chine, en Albanie. Ces facteurs jouent un rôle considérable à l'échelle mondiale. Seulement ils n'expliquent pas tout. Il existe une responsabilité interne, intérieure, propre au mouvement communiste de l'État français.

Une responsabilité que partage chaque militant ou militante communiste. S'en dédouaner, rejeter la faute sur la bourgeoisie, sur les fascistes, sur les trotskistes, sur les idées petites bourgeoises revient à pratiquer une politique de l'autruche. Nombreux sont ceux et celles qui pratiquent cela, avec un art consommé. Faire peser la faute sur des boucs-émissaires est une tendance qui existe. Elle doit être combattue. Les léninistes sont particulièrement bien placés pour comprendre l'inanité

de cette position : ils subissent avec une régularité d'horloge les sempiternelles attaques des anarchistes et des trotskistes, les accusant d'avoir fait échouer leurs révolutions. Sur ce plan là, trotskistes, boukhariniens, anarchistes s'entendent à merveille. Accuser les autres forces, nier leur responsabilité et leur bilan.

Cela, les communistes doivent le balayer. Mordre à cet hameçon reviendrait à s'aveugler. Comment reprocher à la bourgeoisie d'agir en fonction de ses intérêts ? La bourgeoisie agit dans son intérêt, dans un jeu qui lui est propre. Transgresser ses propres lois, agir en propagandiste anticommunistes, être aux aguets face à toute contestation, tout ceci est logique et cohérent. Comment reprocher à des forces politiques et idéologiques contraires d'agir en fonction de leur stratégie ? Impossible. Tout autant, cela n'a pas de sens de reprocher, fondamentalement, à des forces non-communistes de ne pas agir en communistes. L'application des conceptions politiques, pourtant, de peut être en négation de la loi fondamentale du darwinisme : la survie du plus adapté.

Prenons l'exemple de Kronstadt. Indépendamment des causes de l'insurrection en tant que tel, le reproche des anarchistes est le suivant : « vous avez écrasé l'insurrection ». C'est un fait. L'insurrection, dirigé contre le pouvoir soviétique, a été écrasée par celui-ci. Le gouvernement soviétique agissait en fonction d'une logique qui lui était propre et à laquelle les insurgés étaient opposés. En cela, le conflit était inévitable. En revanche, si l'insurrection a échoué, cela est du fait de sa propre et intégrale responsabilité. Elle ne peut blâmer la force de l'ennemi. Sa faille première est sa propre faiblesse. Le premier reproche que devraient faire les anarchistes serait le suivant : « où notre stratégie fut-elle mauvaise ? » et non « l'ennemi s'est comporté en ennemi ». L'environnement politique, social, économique est quelque chose sur lequel il n'est possible que d'avoir une prise indirecte. Il est, certes, transformable par la dialectique, par l'action consciente, mais il n'en représente pas moins une toile de fond avec laquelle il est nécessaire de composer. Si une insurrection lancée à Lyon échoue car elle n'est pas soutenue, la raison principale n'est pas « les individus n'ont pas soutenu », elle est « nous avons échoué dans nos tâches de mobilisation, d'organisation, de structuration ».

Lorsque les trotskistes accusent les « staliniens », ils nient le fait que leur ligne est pourrie. Lorsque les anarchistes accusent les communistes, ils oublient de s'accuser eux-mêmes de leurs fautes. A l'inverse, lorsque nous avons connu des échecs, nous avons, avec justesse, critiqué — en premier lieu — nos manques. Lorsque les révisionnistes font surgir la chute de l'URSS de derrière les fagots et qu'ils nient le long cheminement et le long pourrissement, ils agissent en parfaits imbéciles. Lorsque nous analysons 1991, nous y voyons la marque de 1956 et du XX^e Congrès. Lorsque nous regardons ce congrès, nous n'y voyons pas la main seule de Nikita Khrouchtchev, mais bien l'aboutissement, une première étape, dans un processus de restauration du pouvoir de la bourgeoisie. Cette restauration n'est pas le fruit d'agents malins, de mauvais génies, elle est le fruit d'erreurs dans notre propre camp, chez nos camarades, chez ceux chez qui nous puisons nos sources.

C'est l'analyse sans concession, l'autocritique sans pitié qui peut nous permettre d'avancer efficacement, plus solidement. Aujourd'hui, nos propres faiblesses pèsent pour beaucoup. Notre faiblesse en tant que force d'opposition à la bourgeoisie est le reflet de notre faiblesse en tant qu'organisations divisées, qui, elle-même est le reflet de notre faiblesse dans la manière dont nous traitons la question de l'unité et dont nous traitons les questions idéologiques. Qui, aujourd'hui, lit Marx ? Qui lit Engels ? Qui lit Lénine, Staline, Mao, Hoxha, Ho Chi-Minh, Dimitrov, Kaysakaya, Gonzalo, Gramsci ? Personne ou presque. D'une part car les sources sont difficiles à trouver, qu'elles demandent de la recherche. D'autre part parce que

quand des livres sont lus, ce ne sont pas des sources primaires mais des exégètes. « La pensée de Lénine » vue par tel ou tel auteur, « Comprendre Marx », par un sociologue universitaire, Trotski dépeignant Staline... Comment ne pas penser directement à cette citation de J. Staline, dans les *Cinq Conversations avec des Économistes Soviétiques*, (1941-1952) :

« Il est nécessaire que nos cadres aient une connaissance approfondie de la théorie économique Marxiste. La première vieille génération de Bolcheviks était très solide théoriquement. Nous avons appris le Capital par cœur, fait des tableaux synoptiques, tenu des discussions et évalué chacun notre compréhension. C'était notre force et cela nous a aidé beaucoup. La deuxième génération a été moins préparée. Ils étaient occupés par des questions pratiques et la construction. Ils ont étudié le Marxisme avec des livrets. La troisième génération a été élevée sur des articles satiriques et de presse. Ils n'ont aucune compréhension profonde. Ils doivent être pourvus avec une alimentation qui est facilement digestible. La majorité a été élevée non en étudiant Marx et Lénine mais avec des citations. Si la chose continue plus loin de cette façon les gens dégèneront bientôt. »

Cette lutte pour l'idéologie est une lutte que nous devons gagner pour remonter la pente. Sa perte est ce qui a fait accepter la dégénérescence du Parti Communiste, ce qui a permis de justifier l'intégralité des reculs idéologiques de celui-ci. Le plus souvent, les opportunistes se camouflèrent derrière une connaissance des textes supérieure, qu'ils camouflèrent en maîtrise idéologique, des arguments d'autorité, des démonstrations creuses. Cette perte de maîtrise idéologique se fait ressentir avec un mordant terrible. Elle explique la résurgence d'idées écrasées, battues, anéanties. Des conceptions, par ailleurs, non pas balyées par la violence physique, mais par la démonstration, par la dialectique, par l'expérience. Supprimer les traces de l'expérience a infligé une terrible amnésie au militants et militants, aux communistes et aux progressistes sincères. Elle a entraîné la renaissance des modes de pensée idéalistes et basées sur une analyse petite-bourgeoise de l'économie : l'anarchisme.

La renaissance de ces conceptions et de ces méthodes d'analyse fait renaître toutes sortes de perversions de l'esprit telles que le post-modernisme. Elle a entraîné la renaissance et la survie des conceptions mencheviks, dont le trotskisme. Lequel se caractérise par une phraséologie de gauche mais un bloc systématique avec les positions sociale-démocrates, réformistes. Au sein des léninistes, elle a semé la confusion et le trouble. Cette privation idéologique explique l'attachement fétichiste des militants et des militantes à une structure — le PCF — plus qu'à une idéologie. La destruction de la verticalité léniniste :

Théorie › idéologie › programme › structure › ligne se traduit par une inversion des priorités. Mettre la structure comme chapeau, comme sommet, de l'application de la théorie léniniste, est une fausseté terrible, qui condamnent ses tenants à l'inaction, à la soumission, à la lutte de tranchée dans des conditions telles que le succès est impossible.

Le PCF, agissant comme une version miniature de l'État bourgeois, est régi par les mêmes règles : inamendable, impossible à conquérir, verrouillé, prêt à la violence et à l'exclusion. Prétendre le contraire reviendrait à avaliser les thèses réformistes ou trotskistes sur l'État. Même parmi ceux et celles qui rejettent les thèses idéalistes, réformistes, trotskistes — ou crypto-trotskistes — et révisionnistes, le plus grand désaccord règne. Nous le comprenons dans un sens. Nombre d'organisations portent un héritage important, portent une tradition et une histoire. Elles sont nées à une époque où choisir la ligne pro-albanaise ou prochinoise avait une implication concrète,

directe, réelle. Ces décisions suivaient une logique, fille du temps d'alors. Aujourd'hui, nous considérons que — même si elles ont un sens — ces questions n'ont pas le caractère d'urgence qu'elles pouvaient avoir auparavant.

Nous considérons que considérer le traitement de celles-ci comme des préalables à toute unification est une fausse route. Nous pensons qu'elles ne peuvent trouver, au contraire, une issue positive uniquement à travers le débat dans un cadre unique et non par l'invective et le rejet. Du fait de ce traitement sectaire, fétichiste, et nullement fait en direction des masses, le travail d'unification, de construction du parti, végète. Combien maîtrisent réellement le marxisme ? le léninisme ? le maoïsme ? une poignée sinon moins.

Une tâche s'ouvre, pour les communistes de l'État français : celle d'avancer. D'avancer sur le terrain de l'idéologie, dans la lutte contre le sectarisme. Un grand nombre de processus d'unification ont été menés jusqu'à présent. Il est essentiel d'en tirer un bilan critique et de saisir quelles sont les erreurs, les fautes commises.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Les législatives approchent à grand pas, avec leur lot de surprises. Emmanuel Macron a donc présenté un gouvernement largement ouvert du côté de l'organisation *Les Républicains*, au grand dam de ceux et celles qui croyaient, dur comme fer, à son esprit de synthèse. Cette déception était prévisible. Emmanuel Macron a assuré qu'il poursuivrait les objectifs définis au cours de sa campagne : éradiquer les obstacles à l'exploitation. Mais cette composition temporaire d'un gouvernement n'est pas innocente. Elle s'inscrit dans une disposition tactique en prévision de la nouvelle échéance électorale.

Les législatives approchent, lesquelles peuvent — et vont potentiellement — pousser à un remaniement ministériel pour permettre d'épouser les formes de la nouvelle majorité. Ni le PS, ni l'alliance éclatée entre le PCF et la FI ne présentent une menace réelle pour une hégémonie macronienne. Reste *Les Républicains*. Or, en ouvrant largement la porte aux membres de ce parti d'opportunistes sans cohérence interne, Emmanuel Macron peut jouer un coup de poker, en tirant *Les Républicains*, en faisant mine de les accepter largement, pour susciter des remous au sein du parti de droite.

Grâce à cela, il peut potentiellement neutraliser — au moins en partie — son principal concurrent, lui faire miroiter des postes, des places. Seulement, une fois les élections passées, aucune garantie ne permet aux ralliés d'être sûrs d'obtenir ce que leur cœur — et leur portefeuille — désire. Macron et son équipe, dont les appuis organisationnels restent faibles, pourrait réussir à tirer son épingle du jeu en manœuvrant sur ses lignes intérieures. Si cette opération réussit, elle sera un véritable exemple de maîtrise tactique. Par ailleurs, *Les Républicains* entament une campagne d'un style particulier, basée, notamment dans le Rhône, sur la défense « de leurs valeurs ». Cette ligne politique, teintée d'un style résolument réactionnaire, est une illustration de la situation tactique dans laquelle se trouve ce parti.

Difficile, face au choc libéral, de tracer une ligne de démarcation claire et nette vis-à-vis d'une organisation qui cherche délibérément à faire exploser la droite traditionnelle. Or, ces « valeurs » qui démarquent *Les Républicains* de *En Marche!* ne peuvent se trouver dans le libéralisme, partagé entre les deux ; ne peuvent se trouver dans l'europhilie ; ne peuvent se trouver dans la volonté de durcir le dialogue social. Elles ne peuvent alors se trouver que dans la réaction la plus profonde, dans le traditionalisme, dans un affrontement centenaire entre la bourgeoisie du « Parti Radical » et la bourgeoisie Catholique.

La première est incarnée par Gérard Collomb : laïque, relativement progressiste sur les sujets de société, plutôt marquée par la franc-maçonnerie. Elle est une bourgeoisie de centre-gauche, opportuniste, ayant « le cœur à gauche et le portefeuille à droite ». La seconde est celle de Fillon, elle est celle qui s'oppose au mariage pour tous, celle qui est l'héritière de la vision de la société gaulliste : rigueur, caporalisation, austerité. Quelle ironie que ses « valeurs » se marient si bien avec la corruption, la prise d'intérêt, le népotisme et l'emploi fictif.

Dans la région lyonnaise, cet affrontement est particulièrement visible, donne sa physionomie politique à une ville anesthésiée par le centrisme, cernée par la réaction. La rupture entre le PCF et la FI semble actée. L'hostilité entre ces deux forces grandit au fur-et-à-mesure que les jours passent. Comme mentionné au début de la brochure, les deux forces ont une stratégie non seulement concurrente mais hostile l'une à l'autre. L'une se bat pour maintenir en vie son suzerain, pour conserver ses bastions, l'autre pour occuper le vide laissé par l'effondrement du *Parti Socialiste*. Reste le *Front National*, dont la situation interne est périlleuse. Le concept du *Front National* semble avoir atteint ses limites objectives, en termes de capacité à accroître sa base électorale, à gagner en influence, à devenir un parti présidentiel. L'illustration pleine et entière de ceci est la manière dont Marine Le Pen a échoué dans le débat du second tour contre Emmanuel Macron, scellant définitivement l'issue de la présidentielle.

Dans l'analyse sur le débat des présidentielles, nous présentons la situation ainsi : « de l'autre côté, Marine Le Pen, avocate n'ayant jamais plaidé grand-chose, dont l'alpha et l'oméga est son intégration dans le FN, sous l'aile de son père. Jean-Marie Le Pen a en effet construit un poste ad hoc pour sa fille. Elle est une représentante du népotisme tout comme Macron est celui du libéralisme. L'une est arrivée par la naissance, par les liens claniques, sans jamais avoir fait preuve de quelque talent que ce soit ; l'autre est un survivant du maelstrom libéral, qui a écrasé et évincé bien des concurrents, qui sait s'entourer de conseillers efficaces... il s'agit de quelqu'un qui — il faut le reconnaître — maîtrise ses dossiers sur le bout des doigts. »

Une grogne profonde existe au sein du FN vis-à-vis de l'incompétence de la direction et du fonctionnement clanique de l'organisation. De plus, son inflation l'emmène au bord de la rupture interne. Le *Front National* devenant une force centrale dans la vie politique, cela cause des contraintes terribles, des dissensions internes. L'outil n'est plus adapté à la tâche. Le *Front National* est victime de son succès. Tant qu'il était une puissance montante, arc-boutée à l'opposition, à porter la contradiction, à attaquer de toutes ses forces, les problématiques liées à sa cohérence interne restaient secondaires. Un palier a été franchi cette année et, avec lui, se posent des débats stratégiques importants. De plus, la possibilité d'alliance avec d'autres forces, dont Debout La France de Nicolas Dupont-Aignan, sort le FN de son isolement politique. Trois lignes émergent : Celle de Florian Philippot, celle des nouveaux arrivés, celles et ceux qui ne sont pas des membres de longue date du *Front National*, qui ne tolèrent pas forcément la primauté « génétique » du clan Le Pen et de ses vassaux.

Ceux-ci s'alignent sur une position d'alliance, de coalition, avec les autres forces de la droite « forte » mais « propre ». Cette ligne place le professionnalisme avant tout, place l'idée de devenir un parti présidentiable, non plus une simple force d'opposition. Cette ligne est probablement celle qui poussera le plus rapidement à l'éclatement du *Front National* pour rompre avec son histoire, son passé, ses affaires. Les informations dont nous disposons à l'heure actuelle laissent entendre que

Florian Philippot l'axera autour d'une charte rejetant « le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie », tout en recherchant à faire bloc avec les forces quittant *Les Républicains*, si ceux-ci ne survivent pas aux législatives en tant que force constituée. A l'opposé, la ligne « gauchiste » de Marion Maréchal-Le Pen, héritière idéologique des provocations de Jean-Marie. Elle représente le rejet de la « dédramatisation », le rejet du lissage. Elle joue, au contraire, sur un lien maintenu avec les fascistes, les néofascistes et autres groupuscules agressifs. Contrairement aux autres, la conquête de places fortes, de députés, reste un aspect secondaire. Dans leur esprit, la question de l'accès au pouvoir ne passe pas forcément par la conquête de l'appareil d'Etat, mais par la mise en œuvre de mouvements de masse réactionnaires, de mouvements d'action.

Cette ligne est celle dans laquelle l'idée de révolution nationale, l'idée de prise du pouvoir, est la plus forte. Elle est une ligne radicale qui n'accepte plus le style de direction « petit-bourgeois » de Marine Le Pen, son caractère boutiquier et son absence d'ambition. Si les premiers veulent lisser leur image pour devenir présidentiables, ceux-ci sont dans l'optique d'une opposition frontale avec le pouvoir d'Etat, jusqu'à ce qu'il les appelle à restaurer l'ordre. L'éclipse de Marion Maréchal-Le Pen, se retirant « définitivement, pour le moment » de la vie politique, est illustrative : rupture avec la ligne majoritaire, le temps de rallier des forces nouvelles, d'unifier les courants dispersés du fascisme, pour revenir en force, dans cinq ans, et prendre le contrôle de l'appareil. La dernière est celle de Marine Le Pen. Elle se caractérise par un esprit boutiquier, petit-commerçant, petit gestionnaire. Elle est une ligne du confort, des rentrées d'argent par le triangle institutions – Riwal – Bleu Marine.

Le clan autour de Marine Le Pen, les Lousteau, les Chatillon, les petites mafias, ne peuvent qu'entretenir des rapports complexes, brutaux, au sein de l'organisation. L'incompétence, fruit du népotisme, grève cette ligne et l'empêche de faire de substantiels progrès. Si elle est cramponnée autour de l'appareil, ce clan, ce groupe interne n'en est pas moins menacé. L'approche du congrès du *Front National*, dans le courant de l'année, risque de se muer en nuit des longs couteaux. Dans un sens, un éclatement du *Front National* est une chose positive. Elle neutraliserait provisoirement cette organisation, la forcerait à se recomposer. Cependant, la dialectique veut que chaque chose, chaque transformation, ait des caractéristiques positives et négatives. Un *Front National* new style serait probablement en mesure de pouvoir gagner une influence nouvelle, d'avoir une base élargie, car ayant rompu avec la réputation de l'ancienne structure.

D'une manière générale, la plupart des processus qui se lancent à l'heure actuelle seront matures dans cinq ans, lors des prochaines élections. Pour le moment, la trajectoire est glaçante. Cinq ans sont devant nous. La bourgeoisie, dans l'ensemble, est restée insatisfaite par le gouvernement du *Parti Socialiste*. Malgré le fait qu'il ait appliqué avec zèle les directives du MEDEF et de la grande bourgeoisie, cela n'a pas suffi. Les réformes — bien que dévastatrices pour les travailleurs — n'ont pas été considérées comme répondant aux désirs et aux besoins des classes exploiteuses.

Ironiquement, le PS était pourtant nettement plus libre que l'UMP d'alors pour appliquer ce programme. L'opposition étant majoritairement contrôlée par les courroies de transmissions de ce parti, il lui était possible d'agir comme aurait voulu le faire Sarkozy. Sauf que, par opportunisme, *Les Républicains*, voulant se démarquer du PS, ont joué la carte de l'opposition. Non pas par désaccord, mais uniquement pour justifier leur existence, pour se doter de la possibilité d'incarner une alternance. Incapable de se doter alors d'une majorité, le gouvernement s'est retrouvé à dépendre d'accord

avec les « frondeurs », qui, malgré leurs « motions de censure » pitoyables, ont négocié leur ralliement en échange de quelques amendements pompeusement présentés comme des victoires. La bourgeoisie ne saurait se satisfaire de cela pour le quinquennat qui vient. Elle a tout misé sur une grande coalition de ses laquais, pour neutraliser l'opposition.

Juppé et Macron étaient les deux seuls acteurs capables de pouvoir réaliser cette coalition. Le premier, lors des primaires, a chuté au profit de François Fillon, rapidement mis hors-jeu par ses affaires. D'une manière générale, ni Sarkozy ni Fillon ne comprenaient cette logique. Ils restaient centrés sur leur famille, sur leur base électorale. Leur vision hégémonique ne se limitait qu'à leur petit royaume, non à un large front bourgeois. Macron est le seigneur de cette grande coalition, celle que la bourgeoisie désire plus que tout. D'autant que les astres lui sont favorables. La poursuite de l'État d'urgence jusqu'au 1er novembre 2017 lui permet de disposer d'un confortable délai pour mener l'offensive. Comme dans les pires années de l'histoire, le 21 juin, au lieu d'être l'arrivée du calme de l'été, coïncidera avec une grande offensive. Réforme-liquidation du code du travail ; réforme-privatisation de la Sécurité Sociale, de l'assurance chômage.

Le tout appuyé par une répression savamment orchestrée par Gérard Collomb, opportuniste en chef. Les législatives vont probablement accentuer l'éclatement du PS et des Républicains. Le premier avantagera Mélenchon, mais offre également aux révolutionnaires une opportunité qu'ils peuvent saisir : le réformisme en action a montré sa faillite la plus totale. Il ne cause plus que du dégoût et de la répugnance parmi les masses. L'éclatement des Républicains, quant à lui, pose les mêmes problématiques, mais à l'échelle de l'extrême-droite et des fascistes. Ceci, combiné avec l'élimination de Marine Le Pen lors du prochain congrès du FN, permettrait l'émergence d'une droite forte et dure, d'un grand pôle réactionnaire.

La stratégie de Macron est celle d'un kamikaze politique : des réformes profondes, des saignées hémorragiques, lesquelles vont faire grandir la colère, la misère, la souffrance au sein des masses. Agent de la bourgeoisie, Macron n'en est pas moins un kleenex. Son travail à marche forcée — sans jeu de mots — satisfiera ses commanditaires, au prix de son existence politique. *En Marche!* est une organisation one shot, qui ne survivra pas. Le danger réside ici. La société de l'avenir, telle que vue par Macron, est une société explosive — ingouvernable — Elle crée une situation potentiellement conflictuelle au plus haut degré, d'autant que la paupérisation et la misère se répandra. Cette situation peut, potentiellement, amener à ce que désirent les fascistes : être appelés au pouvoir pour restaurer l'ordre. A ce moment là, il sera possible de parler de menace fasciste. Certaines forces, dont les inénarrables « matérialistes » ont ainsi crié à la menace imminente, ont appelé au premier tour à voter pour Emmanuel Macron, à faire un barrage pour sauver la République. Ce « front » sans consistance est revenu à se soumettre aux décisions de la bourgeoisie, à son agenda, à le fortifier et à répercuter ses mots d'ordre vers les masses.

A l'heure actuelle, les communistes doivent travailler conjointement pour former une force autonome de la bourgeoisie. Cet objectif doit être le n°1. Il est celui qui conditionne tout succès futur. Faire front, y compris avec la bourgeoisie, est une question qui pourra, dans l'avenir, se poser avec une urgence, avec nécessité. Mais faire passer cela avant la construction du camp du peuple, du camp communiste, revient à anticiper cette nécessité, à se soumettre intégralement à la dictature de la bourgeoisie.

Que doivent faire les communistes ? Un travail fantastique est à effectuer de la part des organisations communistes. Nous l'avons développé dans plusieurs brochures, notamment du réformisme à l'opposition extra-parlementaire, au sein de mener

la bataille idéologique, tout comme dans d'autres articles sur le sujet. Nous avons cinq ans devant nous. Non pas du fait de l'agenda arbitraire des élections, mais bien du fait que certains processus arriveront à maturité. Ces processus, mêlés au poids de la crise, font que la situation politique et économique au sein de l'État français sera explosive.

Il est de la responsabilité du mouvement communiste et des forces progressistes d'être prêts à faire face, en pleine connaissance de cause, à la déferlante réactionnaire qui s'annonce. Plusieurs étapes et plusieurs mouvements sont à opérer pour qu'aboutisse la reconstruction d'un camp communiste, pour qu'il soit influant, capable de rassembler, d'être un centre de gravité. Ce camp doit être un camp indépendant, en termes de classe. Les organisations-croupion de la bourgeoisie, consciemment ou non, sabotent toute avancée politique, toute avancée de lutte, en se cloitrant dans des slogans creux et faux.

Lorsque Jean-Luc Mélenchon, en prévision des législatives, parle de « bombe atomique » constituée par le bulletin de vote, il ment consciemment. Lorsque le NPA lui rétorque que la grève est l'arme principale des travailleurs, cette organisation pêche par économisme plat et par apolitisme. Cette incapacité à comprendre le caractère politique de la lutte et la nécessité de rompre avec le réformisme sont tout autant de préalables pour que renaisse l'influence de l'idéologie communiste.

A l'heure actuelle, il est compréhensible que les organisations communistes existantes suivent chacune une voie qui leur est propre, qui est l'application de leur stratégie. Difficile de les en blâmer. Souhaiter, du jour au lendemain, que tous et toutes oublient complètement les contradictions, les différents, les conflits est illusoire. Ceci se comprend aisément. Seulement, il n'est pas impossible de poser les bases de cette unité dès maintenant. Elles sont d'autant plus essentielles que le temps ne joue pas particulièrement en faveur des forces progressistes. L'entropie, la tendance au chaos propre aux États capitalistes et impérialistes, pousse à une conflictualité plus grande, plus aiguë. Cependant cette tendance à l'entropie n'épargne pas les organisations communistes les unes par rapport aux autres, tout comme en leur sein.

Sans lieux de débat, sans lien les unissant et permettant de poser un cadre formel aux problématiques des rapports entre les différents courants, entre les différentes organisations, entre les différentes conceptions, il n'est pas possible d'avancer. Tant que n'émerge pas une structure, même basique, permettant de lutter contre cette montée aux extrêmes dans les rapports entre les organisations, l'unification peinera. Cela n'empêche nullement les rapprochements bilatéraux, les unifications ou les fusions entre organisations qui le souhaitent. Cependant, il est important que les organisations communistes au sein de l'État français, de même que les organisations luttant contre l'impérialisme français dans les régions dominées, ne s'ignorent pas, puissent disposer de liens, d'échanges, de débats et de discussions. Tout ce qui permet une meilleure unité d'action et une influence plus importante sur la société est positif et nécessaire.

Mutualiser est essentiel. L'accès aux sources, aux classiques, aux analyses, aux travaux, reste généralement restreint. Le débat autour de ces travaux reste généralement du domaine de l'échange confidentiel, non de la déclaration publique sur laquelle chacun peut se positionner, formuler une critique, permettre l'avancée idéologique. *L'Unité Communiste de Lyon* n'est pas une organisation massive, disposant de moyens immenses. Cependant, elle tient à faire sa part dans ce domaine, en numérisant et en mettant à disposition le plus grand nombre possible de travaux, de documents, de brochures, permettant à tous et toutes d'avoir accès à celles-ci. A travers plusieurs projets, l'Unité veut poser les bases d'un pool de documents, permettre de créer un cadre de travail permettant le

rassemblement, le traitement, la traduction des documents, et leur publication. Ce centre de travail sera ouvert à toutes les bonnes volontés.

Un des points fondamentaux de l'unification idéologique passe par le débat de fond. Dans l'état actuel des choses, il paraît important qu'un unique média de débat émerge, comme lieu de discussion sur les questions relatives aux bases minimales de l'unification. Ce cadre de débat doit être en mesure de répondre au traitement positif des conflits et des désaccords, en somme de créer un environnement propice aux rapprochements et au traitement des clivages idéologiques. *L'Unité Communiste de Lyon* s'inclut dans un processus d'unification, l'Unité des Cercles Communiste. Cette unification ne se fait pas sur des présupposés, sur des injonctions, sur l'adhésion à des thèses non maîtrisées, à des lignes de démarcations lancées de manière incantatoire, sans démonstration. Elle se base sur une adhésion minimale, mais surtout sur la volonté d'avancer ensemble, de progresser ensemble en recherchant la voie la plus juste. Marx s'exprimait ainsi : « L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle est capable de résoudre ». D'une certaine manière, de nombreuses organisations communistes posent en préalable des questions abstraites, abscones, et qui n'ont pas d'incidence immédiate dans l'état actuelle de la lutte des classes et de la lutte politique au sein de l'État français.

Ainsi, le fait de trancher à l'emporte-pièce la question de la Guerre Populaire Prolongée, comme une ligne de démarcation, sans démontrer quoique ce soit autour, est une illustration parfaite de l'inconséquence et de l'intellectualisme qui grèvent certaines organisations. Même si ce travail d'unification est long et fastidieux, il est nécessaire. Si ce travail de débat, de reconstruction idéologique paraît terriblement pénible, il n'en est pas moins essentiel. Qu'autant qu'il ne se limite pas qu'aux seuls communistes, qu'il ne se limite pas qu'à ceux et celles qui adoptent la révolution et la dictature du prolétariat. Il existe tout une sphère politique, militante, syndicale, qui rejette le système capitaliste, mais dont l'idéologie ne permet pas de tracer un chemin vers une société sans classes ni État. Les communistes doivent travailler vis-à-vis de ceux et celles qui restent prisonnier d'un réformisme radical, faute de débouchés politiques.

L'existence de cette nébuleuse est à l'image de celles existant dans l'espace. Nuages de gaz sans consistance, ces nébuleuses existent comme des pouponnières d'étoiles, qui n'attendent qu'une gravité suffisante pour s'agréger et se rassembler, jusqu'à atteindre la masse critique qui leur permette de briller. Le même schéma se reproduit, figurativement, ici. Ce centre de gravité est l'organisation communiste. Par le travail unitaire, le travail de front, mais également en produisant un débat de fond, l'idéologie la plus juste émergera. Dans les masses, il existe un immense engouement pour la lutte, une immense aspiration à la Liberté et à l'Égalité. Cette immense aspiration est vampirisée par les réactionnaires, par les opportunistes, par les sociaux chauvins, par les obscurantistes. Elle est vampirisée car, là aussi, les organisations communistes sont faibles. Il n'existe aucun remède miracle permettant de mettre fin à cette faiblesse, ou de s'attendre à ce que, spontanément, ceux et celles qui ne sont pas communistes se mettent à en adopter les points de vue.

Cet apport provient de l'extérieur, de la rencontre entre l'idéologie scientifique et le mouvement spontané. Dans l'état actuel des choses, dans l'état actuel du mouvement et de l'avancée idéologique, *L'Unité Communiste de Lyon* porte le mot d'ordre de construction d'une opposition extra-parlementaire. D'une part pour faire front, en rassemblant les exploités, les opprimés, les opposants au capitalisme, dans un cadre permettant d'être indépendant des institutions de la bourgeoisie, de ses jeux truqués, de ses pièges et de sa corruption. Pour

permettre d'être un point central de la contestation, d'être un centre politique pouvant rivaliser, en termes d'influence, avec les organisations de la bourgeoisie, nourries de subventions, de dons, d'argent provenant de l'exploitation. Pour avancer politiquement, pour agir politiquement d'une manière visible et publique, d'une manière — certes minimale — mais réelle. Pour poser les bases de la démocratie populaire, permettre à de nouveaux cadres issus des masses de naître, de se former, de s'exercer. Pour, in fine, qu'un darwinisme des idées, au sein de ce front, apparaisse et fasse émerger la ligne la plus juste, la plus révolutionnaire.

Nous considérons que cette ligne est la ligne à suivre. A l'heure actuelle, la situation interne à l'État français et la situation internationale restent stables. Ce temps de respiration doit être employé au maximum pour permettre de poser les bases de l'arme offensive que sera ce lien entre toutes les organisations communistes ; de poser les bases du bouclier formé par le front uni entre les forces anticapitalistes et anti-impérialistes ; de poursuivre et d'accroître l'influence de chacune des organisations communistes au sein de l'État français. L'exposé de la situation et de son évolution impose des mesures énergiques. Des mesures de lutte interne contre les tendances déviationnistes postmodernistes, relativistes, contre leur anti-communisme primaire.

Contre l'influence du réformisme et de l'opportunisme petit-bourgeois. Contre le sectarisme dont sont souvent victimes les organisations, les cercles, les clans. Une nouvelle fois, les tâches du mouvement communiste sont immenses. Elles ne s'abaisseront jamais à son niveau actuel. Le mouvement communiste doit grandir, se battre, se montrer exigeant idéologiquement, politiquement, organisationnellement, envers lui-même.

La lutte doit se mener sur chaque front. Sur chaque secteur. Mais elle doit surtout se mener pour faire émerger un saut qualitatif, lequel est une nécessité vitale pour que naisse un véritable parti communiste révolutionnaire ; pour que naisse une idéologie capable de synthétiser la somme de l'expérience du mouvement révolutionnaire et ouvrier.

L'élection présidentielle a amené au pouvoir Emmanuel Macron, l'agent parfait de la bourgeoisie. Son élection est conforme aux désirs actuels de ce corps social : une plus grande liberté d'exploiter, un recul des contraintes posées par le code du travail, une intégration plus poussée dans les échanges de la mondialisation et dans l'Union Européenne, tout en poursuivant les guerres impérialistes. D'autant qu'Emmanuel Macron a promis : ses réformes du code du travail seront passées par voie d'ordonnance dès cet été. Une thérapie de choc, en somme, laquelle joue sur « l'état de grâce », cette période d'anesthésie qui suit l'élection présidentielle, pour court-circuiter une opposition désordonnée et affaiblie. [...]

